

AVEC LA VALORISATION DE SON POTENTIEL MINIER **L'Algérie accélère sa souveraineté industrielle**

Avec le lancement imminent du mégaprojet de Gara Djebilet et la montée en puissance du phosphate de Bled El Hadba, l'Algérie amorce une nouvelle phase de valorisation de son potentiel minier, longtemps resté sous-exploité. Derrière ces projets structurants se dessine un enjeu central : transformer des ressources colossales en valeur ajoutée locale, réduire la facture des importations et asseoir durablement la souveraineté industrielle du pays. P 3



AVEC UNE CROISSANCE
DE PLUS DE 70% EN 2025

L'assurance "takaful" poursuit son déploiement

L'activité de l'assurance "takaful", aussi bien générale que familiale, introduite récemment en Algérie, a réalisé de véritables avancées et franchi des étapes importantes en termes de croissance et de déploiement.

P 2

RENFORCEMENT
DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

Plaidoyer pour une structuration durable des filières agricoles

Face aux tensions mondiales et aux défis climatiques, la souveraineté alimentaire est devenue un pilier de la sécurité nationale en Algérie. Au-delà de sa dimension économique, elle constitue un gage de stabilité sociale et de résilience stratégique. Si des bases solides ont été posées ces dernières années, les experts estiment toutefois nécessaire de valoriser pleinement le potentiel agricole national à travers des politiques cohérentes et une meilleure anticipation des risques.

P 5

LE SALON "EMPLOITIC
CONNECT 2026"
S'OUVRE À ALGER

Près de 2 000 offres d'emplois proposées

Plus de 100 entreprises, nationales et internationales, prennent part à la 14^e édition du Salon de l'emploi et de la formation "Emploitic Connect 2026", ouverte hier à Alger, avec près de 2.000 offres d'emploi couvrant divers secteurs d'activité.

P 5

ALLIANCE SMART AFRICA

**Le ministre
Sid Ali Zerrouki nommé au
Conseil africain de l'IA** P 2

LIGNE FERROVIAIRE MINIÈRE BÉCHAR-
TINDOUF-GARA DJEBILET

**Au cœur de la dynamique
économique du Sud-Ouest** P 3

TIPASA

**70 exposants
à la 20^e édition du Salon
des agrumes** P 6

CONSACRÉE À
L'ÉVALUATION DES ACTIVITÉS
DES CADRES DE
L'ADMINISTRATION
CENTRALE

Le ministre du
Travail préside
une séance de
travail

Par R E.

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Abdelhak Saihi, a présidé une séance de travail consacrée à l'évaluation des activités des cadres de l'administration centrale, en vue de garantir un service public de qualité au profit du citoyen, a indiqué, hier, un communiqué du ministère.

Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des orientations relatives à l'amélioration du service public, M. Saihi a présidé une séance de travail consacrée à l'évaluation des activités des cadres de l'administration centrale entre le 6 et le 21 janvier, des exposés ayant été présentés sur les mesures prises dans le cadre de l'amélioration continue du service public et l'exécution des instructions et des orientations données par le ministre lors de précédentes rencontres.

A cette occasion, le ministre a souligné «la nécessité de faire face à tout dépassement susceptible de nuire à l'intérêt des usagers». Dans ce contexte, l'inspecteur général a donné des instructions pour «intensifier les sorties de terrain sur les lieux de travail pour s'enquérir du respect de la législation du travail, ainsi que les efforts de sensibilisation à l'importance de se conformer aux lois et réglementations garantissant les droits des travailleurs, notamment en matière de santé professionnelle et de protection des travailleurs contre les différents risques professionnels».

D'autre part, le ministre a affirmé «l'importance de renforcer la coordination continue entre les différents acteurs pour permettre aux citoyens de bénéficier pleinement de leurs droits dans le cadre des échanges de données et de documents, et éviter aux usagers de fournir des documents disponibles auprès des administrations publiques».

Il a également donné des orientations pour «l'utilisation exclusive des services numériques, à travers le développement de plateformes interactives permettant aux usagers d'accéder à leurs droits à distance en toute flexibilité et facilité», appelant à œuvrer «à la création de cités administratives au niveau des nouvelles wilayas, regroupant les différentes instances sous tutelle dans un seul site en vue de rapprocher le service public du citoyen et de lui éviter la contrainte du déplacement entre les administrations».

A la fin de la séance, le ministre a souligné «la grande importance de la formation continue de la ressource humaine du secteur, base essentielle pour améliorer la performance et promouvoir la qualité du service public», conclut le document.

AVEC UNE CROISSANCE DE PLUS DE 70% EN 2025

L'assurance “takaful” poursuit son déploiement

L'activité de l'assurance "takaful", aussi bien générale que familiale, introduite récemment en Algérie, a réalisé de véritables avancées et franchi des étapes importantes en termes de croissance et de déploiement.

Par Zahir R/Agence

Rien que pour 2025, cette assurance a enregistré une croissance de plus de 70 %, a indiqué le PDG de la société "El-Djazair Takaful", Mahfoud Ziane Bouziane, mettant en avant les perspectives prometteuses de ce segment sur le marché financier national. En effet, moins de trois ans après son lancement, l'assurance takaful poursuit sa croissance. « Elle connaît une forte demande sur le marché des assurances, de la part des opérateurs, qu'il s'agisse d'entreprises ou de particuliers », a-t-il ajouté.

Cette activité a enregistré des « indicateurs positifs et un taux de croissance dépassant 70 % en 2025, tant en volume des souscriptions qu'en nombre d'adhérents, lequel a plus que triplé », a précisé Bouziane dans une déclaration à l'APS. Selon les chiffres d'El-Djazair Takaful, la compagnie publique a réussi, à la fin de l'année écoulée, à capter près de 58 000 participants, assurant que l'objectif visé est de poursuivre ce rythme de croissance et d'atteindre le seuil de 100 000 participants durant l'année 2026. Ainsi, la société ambitionne d'élargir son réseau commercial,

qui comptait à la fin de l'année dernière 36 agences réparties à travers 25 wilayas, en ouvrant de nouvelles agences et guichets de distribution, avec pour objectif d'atteindre plus de 50 agences couvrant plus de 35 wilayas.

Concernant les primes de souscription, il est prévu d'« atteindre 900 millions de DA, soit un taux de croissance supérieur à 40 % par rapport à 2025, ce qui permettra à la compagnie de conserver sa position de leader sur le marché, où elle détient actuellement environ 60 % de parts », a ajouté M. Bouziane. Évoquant les projets futurs, il a affirmé que la société aspire à accompagner les start-up et les micro-entreprises, rappelant la signature récente d'une convention avec l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (NESDA), visant à soutenir les jeunes et à les accompagner dans la création de start-up ainsi que de PME.

Interrogé sur l'excédent assurantiel enregistré par la compagnie, M. Bouziane a indiqué que le fonds des participants d'"El-Djazair Takaful" est passé d'environ 2,23 millions de DA en 2023, ayant bénéficié à près de 1 500 participants, à 38,26 millions de DA.

Il a précisé que cet excédent, qui ne

constitue pas un bénéfice pour la société mais est redistribué aux participants, représente l'un des piliers du modèle de l'assurance "takaful", fondé sur le principe de solidarité à travers la mutualisation des contributions dans un fonds indépendant dédié à l'indemnisation des sinistres et à la gestion des risques. Selon le même responsable, il est prévu le lancement prochain d'un produit de micro-assurance "takaful" dans le cadre du renforcement de l'inclusion financière et de l'élargissement de la base des bénéficiaires de ce type d'assurance.

La compagnie envisage, à moyen et long termes, de se concentrer sur l'accompagnement de l'expansion de la finance islamique, en proposant des produits et des couvertures compatibles avec les différents produits offerts par les banques ainsi que par les divers établissements actifs dans le domaine de la finance islamique. Par ailleurs, "El-Djazair Takaful" œuvrera à la promotion de la finance islamique et de l'assurance "takaful" en particulier, à travers l'organisation de rencontres professionnelles et de forums spécialisés à portée nationale et internationale, ainsi que de journées de sensibilisation.

"SEMICA TCHAD 2026"

Présentation de l'expérience algérienne pionnière dans les domaines des hydrocarbures et de la formation

Par R E

Le groupe algérien de commercialisation et de distribution des produits pétroliers et du gaz naturel Naftal, ainsi que l'Institut algérien du pétrole (IAP), ont pris part, mercredi à N'Djamena (Tchad), à une session de travail spécialisée, au cours de laquelle a été présentée l'expérience algérienne pionnière dans les domaines des hydrocarbures et de la formation, a indiqué un communiqué du ministère des Hydrocarbures et des Mines.

Le Président Directeur Général de Naftal, Djamel Cherdoud ainsi que le Directeur Général de l'IAP, Mohamed Khodja ont participé, en marge du Salon international des mines, des carrières et des hydrocarbures (SEMICA Tchad 2026), à

une séance de travail spécialisée sur "le modèle de réussite algérien et les grands défis des industries extractives tchadiennes", ayant permis d'échanger les vues et les expertises sur les voies de développement du secteur des industries extractives dans le continent africain, litan dans le communiqué.

Lors de cette séance, les participants ont présenté l'expérience algérienne pionnière dans les domaines des hydrocarbures et de la formation, soulignant l'importance de la bonne gouvernance, du développement des compétences humaines, de la localisation du savoir-faire et du transfert de technologie en tant que facteurs essentiels pour la réalisation d'un développement durable et la création d'une véritable valeur ajoutée.

Outre MM. Cherdoud et Khodja, ont

également pris part à cette séance, le Directeur général par intérim de la Société de Raffinage de N'Djamena (NRC), Mahamat Gueillet Hemchi, le Directeur général de l'Autorité de Régulation du Secteur Pétrolier Aval du Tchad (ARSAT), Hassan Adoum Younousmi, ainsi que le Directeur général de la Société des Hydrocarbures du Tchad (SHT), Aladoum Désiré Nando Ganghar.

Dans leurs interventions, les deux représentants de l'Algérie ont mis en exergue le rôle central des entreprises nationales, notamment Naftal et l'IAP dans le développement de la chaîne de valeur du secteur des hydrocarbures, le renforcement de la formation et de la mise à niveau et l'appui des partenariats africains fondés sur l'intérêt mutuel, selon le communiqué.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

AVEC LA VALORISATION DE SON POTENTIEL MINIER

L’Algérie accélère sa souveraineté industrielle

Avec le lancement imminent du mégaprojet de Gara Djebilet et la montée en puissance du phosphate de Bled El Hadba, l’Algérie amorce une nouvelle phase de valorisation de son potentiel minier, longtemps resté sous-exploité. Derrière ces projets structurants se dessine un enjeu central : transformer des ressources colossales en valeur ajoutée locale, réduire la facture des importations et asseoir durablement la souveraineté industrielle du pays.

Par Selma Rachid

Le sous-sol algérien recèle en effet des volumes considérables. Les deux grands gisements de fer de Gara Djebilet et d’Abdelaziz Mecheri totalisent à eux seuls plus de 5 milliards de tonnes de ressources, un potentiel capable, selon l’expert en mines Arezki Zerrouki, de « positionner l’Algérie honorablement sur le marché international tout en satisfaisant pleinement la sidérurgie nationale », a-t-il déclaré à la « Chaîne III » de la radio nationale. Un objectif d’autant plus stratégique que le pays importe chaque année entre 1,1 et 1,2 milliard de dollars de minerai de fer pour alimenter ses aciéries. Connu depuis 1952 mais longtemps resté en suspens, le projet de Gara Djebilet entre aujourd’hui dans une phase opérationnelle décisive. La voie ferrée est désormais achevée et les premières unités de traitement, conçues sous forme de modules de 4 millions de tonnes, seront installées progressivement. « Ce n’est pas une production instantanée, c’est une montée en puissance graduelle », a expliqué Arezki Zerrouki, soulignant que la production évoluera par paliers, le temps de maîtriser l’ensemble de la chaîne, depuis le minerai brut jusqu’aux pellets destinés à la sidérurgie. Au-delà du fer, l’Algérie dispose également d’atouts solides dans les métaux de base. Le gi-

sement de zinc d’Oued Amizour affiche 54 millions de tonnes de ressources et plus de 34 millions de tonnes de réserves exploitables, avec un impact direct sur l’emploi local, estimé à environ 800 postes. La première année, près de 10 % des effectifs seront composés d’experts étrangers, chargés de transmettre leur savoir-faire avant un relais progressif par les compétences nationales. « L’objectif est clair : former localement pour réduire rapidement la dépendance », a souligné l’expert. La diversification minière concerne également le manganèse, avec le gisement de Guettara, qui recèle 2,5 millions de tonnes. Ce minerai est stratégique pour la production d’aciers alliés et spéciaux, notamment ceux utilisés pour les rails et certaines pièces industrielles, ouvrant ainsi des perspectives d’amélioration qualitative de la production nationale et, à terme, d’exportation. Autre pilier majeur de cette stratégie, le phosphate occupe une place centrale. L’Algérie figure parmi les trois ou quatre premiers pays au monde en termes de réserves, mais n’en tirait jusqu’ici qu’une valeur limitée, en exportant un produit brut ou faiblement transformé, vendu entre 100 et 200 dollars la tonne. Le projet intégré de Bled El Hadba, à Tébessa, vise précisément à corriger ce déséquilibre. Une fois transformé, le phosphate peut atteindre une valeur comprise entre 700 et 900 dollars la tonne. « Toute la va-

leur ajoutée est dans la transformation », a rappelé Arezki Zerrouki, qui voit dans ce projet un levier majeur pour l’agriculture, à travers la production locale d’engrais, mais aussi pour les exportations à forte valeur ajoutée. À l’échelle continentale, ces choix s’inscrivent dans une vision plus large du développement minier. L’Afrique détient plus de 33 % des réserves mondiales de plusieurs minerais, mais ne contribue qu’à 4 % du PIB mondial. Pour l’expert, cette contradiction s’explique par l’exportation massive de matières premières brutes et par une transformation réalisée en dehors du continent. « Transformer localement, c’est multiplier la valeur par quatre ou cinq et capter toute la chaîne de richesse », a-t-il affirmé, plaidant pour une intégration minière africaine fondée sur l’échange d’expertise et le développement des compétences. Dans cette dynamique, ces projets traduisent une ambition plus globale : faire du secteur minier une véritable clé de voûte de l’autosuffisance industrielle. Sidérurgie, agriculture, industrie automobile, chimie ou construction, tous dépendent directement des intrants miniers. « Il n’y a pratiquement aucun secteur qui ne repose, d’une manière ou d’une autre, sur la mine », a résumé Arezki Zerrouki.

S. R.

LIGNE FERROVIAIRE MINIÈRE BÉCHAR-TINDOUF-GARA DJEBILET

Au cœur de la dynamique économique du Sud-Ouest

Par Réda Hadi

La ligne ferroviaire minière reliant Béchar à Tindouf et au gisement de Gara Djebilet s’impose désormais comme l’un des projets structurants majeurs de l’Algérie contemporaine. Longue de près de 950 kilomètres, cette infrastructure stratégique constitue le socle logistique indispensable à l’exploitation effective de la mine de fer de Gara Djebilet, l’un des plus importants gisements au monde. À l’approche de sa mise en exploitation officielle, une délégation ministérielle de haut niveau a effectué, vendredi soir, une visite de travail dans la wilaya de Béchar afin d’évaluer l’état d’avancement du projet et la disponibilité des infrastructures ferroviaires. Conduite par le ministre d’État, ministre des Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, la délégation comprenait également le ministre de l’Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, la ministre du Tourisme et de l’Artisanat, Houria Meddahi, ainsi que la secrétaire d’État chargée des Mines, Karima Bakir Tafer. Cette visite multisectorielle illustre l’importance accordée par les pouvoirs publics à ce projet, qui dépasse largement le cadre minier pour s’inscrire dans une vision globale de développement économique, social et territorial. Sur le terrain, les membres du gouvernement ont inspecté la gare ferroviaire « Menai Mohamed » de Béchar, point névralgique de la ligne minière Ouest, où ils ont passé en revue les aspects techniques liés à la sécurité, à la maintenance et à la capacité opérationnelle du réseau. Ils étaient accompagnés du

directeur général de la Sûreté nationale, Ali Badaoui, et du directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Bourelaf, soulignant l’importance accordée aux dispositifs de sûreté et de protection le long de cet axe stratégique. La délégation ministérielle est arrivée à Béchar en provenance de la wilaya de Tindouf, où elle avait entamé sa tournée par l’inspection de la gare ferroviaire du chef-lieu. Des explications détaillées ont été fournies sur les installations destinées aux voyageurs, confirmant que la ligne ne se limite pas au transport du minerai, mais s’inscrit également dans une perspective d’amélioration de la mobilité et de l’intégration territoriale des régions du Sud. Moment fort de cette visite, un voyage d’essai a été effectué à bord d’un train reliant Tindouf à Gara Djebilet, permettant aux responsables d’évaluer concrètement la fonctionnalité de la ligne et la qualité des équipements. La tournée s’est poursuivie par l’inspection de la voie ferrée et de la gare ferroviaire de Gara Djebilet, avant de s’achever au niveau du site de chargement des premières expéditions de minerai de fer, marquant une étape décisive vers l’entrée en production à grande échelle. S’exprimant à cette occasion, le ministre de l’Intérieur, Saïd Sayoud, a affirmé que l’exploitation de la mine de Gara Djebilet et la réalisation de la ligne ferroviaire associée constituent une illustration concrète de la capacité de l’Algérie à concrétiser des projets structurants dans des délais record. Selon lui, ce projet contribuera à une transformation profonde de la carte économique et sociale du Sud-Ouest du pays, tout en renforçant la souveraineté économique nationale.

Le ministre a rappelé que ce projet s’inscrit dans la mise en œuvre des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à valoriser les richesses minières nationales et à les intégrer dans un modèle économique productif et durable. Il a souligné que l’exploitation de Gara Djebilet est entrée dans sa phase effective après des décennies d’attente, grâce à une forte mobilisation de l’État et à l’engagement de compétences et d’entreprises nationales. L’importance de la ligne Béchar-Tindouf-Gara Djebilet réside notamment dans son rôle de trait d’union entre l’extrême Sud-Ouest et le reste du pays. Une fois raccordée au réseau ferroviaire national, elle permettra l’acheminement du minerai de fer vers Oran, puis vers les complexes sidérurgiques et les autres wilayas, ouvrant ainsi la voie à une véritable industrie sidérurgique intégrée. M. Sayoud s’est dit « particulièrement fier » de la réalisation d’une ligne ferroviaire de près de 940 kilomètres en moins de deux ans, qualifiant l’ouvrage de « réalisation historique ». Il a également mis en avant le rôle déterminant joué par la jeunesse algérienne et les cadres nationaux, dont l’expertise a permis de relever les défis techniques et logistiques imposés par l’environnement saharien. Au-delà de Gara Djebilet, le ministre a annoncé que d’autres projets miniers d’envergure, notamment l’exploitation de la mine de phosphate de Bled El Hadba à l’est du pays, seront lancés prochainement dans le cadre d’une vision nationale globale visant à diversifier l’économie et à réduire la dépendance aux hydrocarbures.

PROJET DE LA LIGNE MINIÈRE EST

Le ministre insiste sur l’accélération du rythme de réalisation de la section traversant la wilaya de Souk Ahras

Par R. E.

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a insisté, jeudi à Souk Ahras, sur l’accélération du rythme de réalisation de la ligne minière Est dans son segment traversant cette wilaya. Le ministre a souligné, lors de l’inspection, dans la commune de Ouillen, du chantier de construction du tunnel n 8, d’une longueur de 2,5 km, qu’en dépit de l’avancement des travaux sur cette ligne ferroviaire dans sa portion traversant la wilaya de Souk Ahras, entre Bouchegouf (Guelma) et Souk Ahras via Dréa, sur 121 km, la difficulté du terrain "constitue un défi technique majeur", surtout avec l’existence de 10 tunnels et de 42 ponts", ce qui requiert, a-t-il dit, "une coordination rigoureuse et sans faille pour une accélération étudiée des travaux". Ajoutant qu’il veillera au suivi de la cadence des travaux sur cette ligne, M. Djellaoui a appelé les autorités de la wilaya à "veiller à la levée des contraintes susceptibles d’entraver la réalisation de ce projet" et à "élaborer un planning d’avancement des travaux". Au niveau de la sortie du tunnel n 5 de 2,4 km de long, au point kilométrique 6 dans la localité de Talal (commune de Souk Ahras), le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base s’est enquis, de l’avancement de travaux de réalisation de cet ouvrage où il a instruit les responsables en charge du projet à l’effet de mobiliser tous les moyens humains et matériels afin d’accélérer le rythme des travaux pour garantir le respect des délais contractuels, tout en veillant à la qualité d’exécution. M. Djellaoui a affirmé qu’un tronçon de 174 km de la ligne minière Est, entre Bled El Hadba (Tébessa) et Oued Kebrit (Souk Ahras) est "aujourd’hui prêt à être réceptionné". A l’issue de sa visite de travail dans la wilaya de Souk Ahras, le ministre a rappelé que la voie ferrée minière fait l’objet de travaux de dédoublement, de correction et de modernisation entre Annaba et la mine de Bled El Hadba, au sud de Tébessa, sur 422 km, en traversant cinq wilayas. Un projet, a-t-il également rappelé, réalisé dans le cadre du projet de phosphate intégré et qui constitue un pilier stratégique soutenant l’économie nationale, en raison de sa capacité à renforcer le transport des ressources minières, à garantir la fluidité des chaînes d’approvisionnement et à augmenter la compétitivité du produit national sur les marchés internationaux, tout en contribuant efficacement à établir une dynamique de développement durable dans les wilayas concernées.

CONSEIL DES MINISTRES ARABES DES TÉLÉCOMMUNICATIONS ET DE L'INFORMATION
Le ministre Zerrouki prend part à la 29e session au Caire

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a pris part, au Caire, aux travaux de la 29e session du Conseil des ministres arabes des télécommunications et de l'information, indique le ministère dans un communiqué. Dans son allocution prononcée à cette occasion, M. Zerrouki a présenté «l'expérience algérienne en matière de transformation technologique», soulignant «les efforts consentis, sous la direction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour bâtir une infrastructure numérique solide, englobant l'interconnexion au réseau international des télécommunications, l'extension du raccordement à l'internet fixe très haut débit, et l'accélération de la généralisation de la fibre optique». Le ministre a rappelé, dans ce sens, le lancement par l'Algérie du «réseau de la 5G, conforme aux standards internationaux les plus exigeants, la réalisation de projets de centres de données (data centers) et centres dédiés à l'Intelligence artificielle (IA), ainsi que des centres de développement des compétences au profit des jeunes». Il a, en outre, évoqué les réformes opérées dans le secteur de la poste en vue de «moderniser les services de l'entreprise Algérie Poste et de renforcer ses solutions numériques», afin d'améliorer la qualité du service public fourni. Dans le cadre de la gouvernance numérique, M. Zerrouki a rappelé l'initiative de la «Déclaration d'Alger» sur les plateformes numériques équitables, sûres et responsables, adoptée lors du Sommet ministériel organisé à l'occasion de la Journée africaine des télécommunications, en décembre 2025, estimant que cette Déclaration constitue «une référence pouvant servir au niveau arabe à l'ancrage des principes de la souveraineté numérique». Dans ce sillage, le ministre a relevé «l'importance d'unifier les positions arabes lors des prochaines échéances internationales, notamment celles de l'Union internationale des télécommunications (UIT), en sus des questions d'actualité relatives à l'intelligence artificielle (IA), à la cybersécurité et à l'économie numérique».

R N.

BLIDA

11 artisans obtiennent le label de qualité et d’authenticité

Onze (11) artisans relevant de la Chambre de l’artisanat et des métiers de la wilaya de Blida ont obtenu dernièrement le label de qualité et d’authenticité délivré par le ministère du Tourisme et de l’Artisanat, dans le cadre de la protection du patrimoine algérien, a-t-on appris jeudi auprès de cette instance. Selon le directeur de la Chambre, Saadi Aït Zerrouk, ces artisans ont obtenu le label "Qualité et authenticité-Artisanat d’Algérie" dans le cadre du programme de protection des produits de l’artisanat national lancé pour la première fois par le ministère en vue de sauvegarder le

patrimoine algérien. Cette distinction a été accordée à 11 dossiers validés sur les 17 déposés auprès de l’Agence nationale de l’artisanat traditionnel (ANART), chargée de l’octroi du label. Les produits labellisés concernent notamment des habits traditionnels, des gâteaux, de la broderie et des objets d’art caractéristiques de la région. Selon le responsable, cette démarche permettra de préserver les produits artisanaux locaux, d’en rehausser la valeur et de faciliter la participation des artisans aux manifestations internationales, contribuant ainsi à une meilleure représentation de l’Algérie.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	par	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	331,00	345,00	+4,23	4,41	-16,65	6,09	10,14	2626	871 126,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	-0,30	-0,82	9,00	5,56	1020	1 428 000,00
BIOPHARM	BIO	2 501,00	NC	0,00	0,00	2,25	6,65	6,40	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 297,00	2297,00	0,00	-0,09	1,35	10,96	5,44	9006	20 686 782,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-7,98	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	420,00	NC	0,00	0,00	4,27	3,97	5,00	0	0,00

INVESTISSEMENTS

Les IDE en hausse dans le monde en 2025 à 1600 milliards de dollars

Les investissements directs étrangers (IDE) ont augmenté de 14% à l'échelle mondiale en 2025, atteignant 1600 milliards de dollars, marquant ainsi un rebond après deux années de repli, selon un rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Les flux d'IDE à destination des économies développées ont enregistré une forte progression de 43 %, pour s'établir à 728 milliards de dollars, soutenus notamment par l'Europe et les centres financiers, tandis que les flux vers les économies en développement ont reculé de 2%, à 877 milliards de dollars, représentant 55 % des IDE mondiaux, a précisé la CNUCED dans la dernière édition de son Moniteur des tendances de l'investissement mondial, publiée sur son site officiel. Dans ce contexte, l'organisation a souligné que l'essentiel de cette hausse des IDE est attribuable à des flux financiers transitant par les grands centres mondiaux, plutôt qu'à de nouveaux investissements physiques, relevant une concentration

croissante de l'investissement dans un nombre limité de secteurs à forte intensité capitalistique, tels que les centres de données. Ainsi, plus de 140 milliards de dollars de l'augmentation enregistrée proviennent de l'accroissement des flux transitant par des centres financiers mondiaux, davantage lié aux transactions financières qu'à une expansion généralisée de l'investissement. Dans le même temps, la valeur des fusions et acquisitions internationales a reculé de 10%, alors que le financement international des projets a diminué pour la quatrième année consécutive, chutant de 16 % en valeur et de 12 % en nombre d'opérations, revenant aux niveaux observés en 2019. Selon l'organisation onusienne, l'investissement mondial se concentre de plus en plus dans des secteurs stratégiques à forte intensité de capital, en particulier les centres de données, qui ont représenté plus d'un cinquième de la valeur mondiale des nouveaux projets en 2025. Les annonces d'investissement dans ce domaine ont dépassé 270 milliards de dollars, portées par

la demande croissante en infrastructures d'intelligence artificielle (IA) et en réseaux numériques. Par ailleurs, la valeur des investissements dans les projets de semi-conducteurs a progressé de 35 %, alors que le nombre de projets a fortement diminué dans les secteurs exposés aux droits de douane et fortement intégrés aux chaînes de valeur mondiales, notamment le textile, l'électronique et la machinerie, a fait savoir la même source. L'investissement international dans les infrastructures a, pour sa part, reculé de 10 % en 2025, principalement en raison d'une baisse marquée des projets dans le domaine des énergies renouvelables. Pour 2026, la CNUCED anticipe une hausse mais modeste des flux d'IDE, si les conditions de financement continuent de s'assouplir et que les fusions et acquisitions transfrontalières amorcent une reprise, par ailleurs annonçant la tenue d'un Forum mondial de l'investissement en octobre 2026 à Doha, sous le thème "Investir dans l'avenir".

Agence

POUR CHAQUE DOLLAR INVESTI POUR PROTÉGER LA NATURE

30 dollars sont dépensés pour la détruire, selon PNUE

Le monde dépense des milliards de dollars pour protéger la nature, mais dans le même temps des milliers de milliards sont investis dans des activités commerciales qui nuisent à l'environnement, déplore le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), dans son dernier rapport. "Pour chaque dollar investi dans la protection de la nature, 30 dollars sont dépensés pour sa destruction", tel est le constat principal du rapport "Etat du financement de la nature 2026" du PNUE publié jeudi et qui préconise un changement de politique majeur afin de développer des solutions qui préservent le monde naturel tout en soutenant l'économie. Les données mettent en évidence plusieurs secteurs où les dégâts sont particulièrement

importants : les services publics (eau, électricité...), l'industrie, l'énergie et les matières premières, ainsi que les secteurs qui bénéficient de subventions néfastes pour l'environnement, notamment les combustibles fossiles, l'agriculture, l'eau, les transports et la construction. En 2023, 7.300 milliards de dollars ont été investis dans des activités néfastes pour la nature, selon des données publiées dans ce rapport. La même année, seuls 220 mil-

liards de dollars ont été consacrés aux solutions fondées sur la nature, et la grande majorité provenait des dépenses publiques. Cependant, la tendance est positive, selon le rapport : les dépenses consacrées à la biodiversité et à la protection des paysages ont augmenté de 11 % entre 2022 et 2023, et le financement public international pour les solutions fondées sur la nature en 2023 était supérieur de 22 % à celui de 2022 et de 55 % à celui de 2015.

Par R I.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 22 جاتفي 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 22 Janvier 2026

Prix du détail ¹			أسعار التجزئة ²		
DA / Kg			دج / كلف		
Produits		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات
Légumes frais	Pomme de terre	67	76	59	البطاطا
	Tomate	93	110	76	الطماطم
	Oignon sec	69	76	61	البصل الجاف
	Ail sec	779	856	703	الثوم الجاف
	Carotte	95	107	83	الجزر
	Navet	104	117	90	اللفت
	Choux fleur	75	85	64	قرنبيط
	Choux	86	99	74	الكرنب
	Courgette	139	154	124	الكوسة
	Haricot vert	341	371	310	الفاصولياء الخضراء
Laitue	148	163	134	الخس	
Fruits frais	Clémentine	186	227	145	كليمنتين
	Mandarine	164	196	132	المندرين
	Orange	150	185	116	البرتقال
	Citron	149	172	126	الليمون
	Pomme locale	389	471	307	التفاح المحلي
	Datte	501	632	371	التمر
	Banane	509	535	482	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1914	2064	1763	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	335	349	321	الدجاج
	Œufs (Unité)	21	22	19	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)

RENFORCEMENT DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Plaidoyer pour une structuration durable des filières agricoles

Face aux tensions mondiales et aux défis climatiques, la souveraineté alimentaire est devenue un pilier de la sécurité nationale en Algérie. Au-delà de sa dimension économique, elle constitue un gage de stabilité sociale et de résilience stratégique. Si des bases solides ont été posées ces dernières années, les experts estiment toutefois nécessaire de valoriser pleinement le potentiel agricole national à travers des politiques cohérentes et une meilleure anticipation des risques.

Par Selma R.

À travers leurs analyses convergentes, les experts, à savoir le Pr Ali Daoudi, agri-économiste, le Pr Tarik Hartani, directeur de l'École nationale supérieure agronomique, et le Pr Brahim Mouhouche, membre du Conseil supérieur de la recherche scientifique et des technologies, invités de l'émission « Débat politique » de la Radio nationale, ont estimé que l'Algérie dispose aujourd'hui de tous les atouts nécessaires pour consolider sa souveraineté alimentaire. Selon eux, la question n'est plus celle de la faisabilité, mais bien celle de l'accélération des efforts et de la coordination entre les différents acteurs. La souveraineté alimentaire est ainsi présentée comme un processus progressif qui exige constance, adaptation et vision partagée. Il s'agit d'une dynamique qui, appuyée sur l'expertise scientifique, l'innovation et une gouvernance cohérente, pourrait faire de l'agriculture un pilier durable de la souveraineté nationale et du développement économique. Pour le professeur Ali Daoudi, l'autosuffisance alimentaire constitue un choix stratégique majeur qui dépasse la simple logique de production. « La souveraineté alimentaire est aujourd'hui un impératif politique autant qu'économique. Elle conditionne la capacité d'un pays à résister aux chocs externes et à préserver sa stabilité », a-t-il expliqué. Selon lui, l'enjeu principal réside dans la structuration durable des filières agricoles afin de garantir une offre stable et accessible aux ménages. Cette approche est partagée

par le professeur Tarik Hartani, qui a mis en avant la dimension géopolitique de l'alimentation, devenue un levier de pression à l'échelle mondiale. « La souveraineté alimentaire ne se construit pas en vase clos. Elle suppose également une coopération régionale, notamment face aux risques transfrontaliers comme les invasions acridiennes ou les aléas climatiques », a-t-il précisé, plaidant pour une solidarité accrue entre pays voisins. De son côté, le professeur Brahim Mouhouche a défini les produits stratégiques, tels que les céréales, le lait et les huiles, comme le socle de la ration alimentaire nationale. « Ce sont ces denrées qu'il faut impérativement sécuriser, y compris en période de crise, avec un effort prioritaire de l'État », a-t-il affirmé, insistant sur la nécessité de mettre en place un modèle agricole adapté aux besoins nutritionnels locaux. Les experts se sont également accordés sur la nécessité de faire évoluer le modèle agricole, notamment à travers une meilleure maîtrise des intrants, en particulier les semences et les engrais, afin de réduire la dépendance aux importations. Dans cette optique, le professeur Tarik Hartani préconise une synergie renforcée entre la recherche universitaire et les exploitations agricoles afin d'accroître la résilience et la performance du secteur. La gestion de l'eau s'impose, par ailleurs, comme le défi majeur de toute stratégie agricole durable. Le professeur Brahim Mouhouche a souligné que le développement agricole du Sud représente une opportunité stratégique, à condition qu'il repose sur des investissements consé-

quents et sur une réelle complémentarité avec les régions du Nord. « L'eau est la clé de voûte de toute politique agricole durable », a-t-il rappelé. La modernisation du secteur passe également par l'innovation et la mécanisation, notamment pour adapter les technologies aux réalités locales. Selon le professeur Tarik Hartani, « la mécanisation reste un levier sous-exploité. Elle doit être repensée à travers la formation, l'accès à des équipements adaptés et l'intégration de technologies intelligentes ». Sur le plan des politiques publiques, les intervenants ont appelé à un soutien étatique ciblé et durable. Le professeur Ali Daoudi a insisté sur la nécessité d'assurer la viabilité des exploitations agricoles à long terme, sur des horizons de dix à vingt ans, notamment à travers le remembrement foncier. « Sans une politique foncière claire et stable, il est difficile de bâtir une agriculture performante et durable », a-t-il souligné. Enfin, les experts ont attiré l'attention sur l'importance de renforcer la filière animale, souvent reléguée au second plan. La réhabilitation des parcours pastoraux, la valorisation des ressources génétiques locales et la réduction de la dépendance aux importations de bétail sont présentées comme des axes stratégiques complémentaires à la production végétale. Dans cette perspective, la mise en place et le développement de banques de semences et de gènes sont perçus comme de véritables instruments de souveraineté, essentiels pour préserver et adapter le patrimoine agricole national aux défis futurs.

ALLIANCE SMART AFRICA Le ministre Sid Ali Zerrouki nommé au Conseil africain de l'IA

Par R E.

Le ministre algérien de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, a participé, via visioconférence, à la première réunion d'installation du Conseil africain de l'intelligence artificielle relevant de l'alliance Smart Africa, a indiqué le ministère dans un communiqué. Cette participation s'inscrit dans le cadre de sa nomination en tant que membre de ce conseil continental de haut niveau, composé de ministres et d'experts provenant de différentes régions du continent africain, ajoute la même source. Il convient de noter que cette nomination figure parmi 226 personnalités éminentes, dont 54 ministres, alors que le conseil ne compte que 15 membres répartis comme suit : cinq ministres, six experts dans le domaine, et quatre coprésidents choisis parmi les cinq ministres (2) et les experts (2). Ces coprésidents seront élus le 1^{er} mars prochain, à l'occasion du Congrès international de la téléphonie mobile qui se tiendra à Barcelone. Les membres du conseil ont été sélectionnés par un comité tripartite composé de l'Union internationale des télécommunications, de l'Union africaine et de l'alliance Smart Africa, note le ministère dans son communiqué. Cette réunion a constitué, en effet, une occasion de présenter et de discuter la feuille de route pour l'activation du Conseil africain de l'intelligence artificielle, ainsi que les mécanismes de mise en œuvre de la stratégie africaine en la matière, afin d'accélérer l'adoption de ces technologies à l'échelle continentale selon une approche responsable, inclusive et souveraine, au service des intérêts des populations africaines. L'ordre du jour a également abordé le programme annuel des réunions du conseil, la définition des étapes clés et la création de groupes de travail techniques spécialisés. Lors de cette participation, M. Zerrouki a réaffirmé l'engagement de l'Algérie à contribuer activement à l'élaboration des politiques, des cadres stratégiques et réglementaires relatifs à la gouvernance de l'intelligence artificielle et des infrastructures numériques, ainsi qu'au renforcement de la coopération avec les pays africains frères dans les domaines de l'innovation, du renforcement des capacités et du développement des compétences humaines.

LE SALON "EMPLOITIC CONNECT 2026" S'OUVRE À ALGER Près de 2 000 offres d'emplois proposées

Par R E/APS

Plus de 100 entreprises, nationales et internationales, prennent part à la 14^e édition du Salon de l'emploi et de la formation "Emploitic Connect 2026", ouverte hier à Alger, avec près de 2.000 offres d'emploi couvrant divers secteurs d'activité. Selon les organisateurs, plus de 10.000 chercheurs d'emploi, jeunes diplômés et profils expérimentés, sont attendus durant les deux jours du Salon, qui englobe notamment les secteurs des services, de l'industrie, de l'industrie pharmaceutique, des télécommunications, de l'informatique, du digital ainsi que des start-up. Cette édition prévoit également un programme de conférences et d'ateliers animés par des experts en recrutement et en ressources humaines. « L'objectif est de préparer les personnes en quête d'emploi aux métiers

et aux compétences actuellement demandés sur le marché du travail », a expliqué Zineb Kaoua, directrice marketing de l'agence d'emploi Emploitic, organisatrice de l'événement, qui se tient sous le parrainage du ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises ainsi que du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels. Un espace dédié aux employeurs est, par ailleurs, mis en place pour la première fois dans ce Salon afin de leur permettre de se présenter, de valoriser leur marque employeur et d'attirer les meilleurs profils. Emploitic Connect 2026 ambitionne également de mettre en lumière les enjeux actuels de l'employabilité et du développement des compétences en Algérie. Des représentants d'entreprises participantes, rencontrés par l'APS, ont souligné à ce titre l'importance d'adopter des stratégies de formation interne pour développer les compétences spéci-

fiques requises. Le responsable des ressources humaines d'un constructeur automobile international activant en Algérie, Mehdi Zamari, a indiqué que l'entreprise a opté, face à la pénurie de profils expérimentés dans certains nouveaux métiers, pour une stratégie proactive de formation interne. « Au lieu d'attendre des candidats clés en main, nous avons choisi de recruter sur le potentiel et d'investir dans le capital humain en sélectionnant des profils prometteurs, même peu expérimentés, que nous formons ensuite afin de répondre à nos besoins spécifiques en compétences », a-t-il précisé. De son côté, la responsable digital d'un promoteur immobilier participant à l'événement, Massiva Ouramdane, a estimé que l'émergence de l'intelligence artificielle ne constitue pas uniquement un nouveau champ de recrutement, mais également un levier majeur rendant les stratégies de for-

mation interne à la fois « nécessaires et urgente ». Le chargé de communication d'un opérateur de téléphonie mobile, Bachir Amine Baazizi, a fait savoir que l'entreprise propose des formations courtes destinées aux chercheurs d'emploi, notamment en matière d'agilité comportementale et d'intégration en entreprise, mettant en avant les opportunités offertes par le déploiement de la 5G et le rôle central de l'intelligence artificielle dans ce domaine. Enfin, la consultante senior en recrutement au sein d'un cabinet spécialisé, Selma Boudissa, a insisté sur l'importance de la préparation des candidats avant leur participation au Salon, recommandant de se présenter avec un CV clair, bien structuré et adapté au poste visé, tout en soulignant que les conférences programmées contribueront à mieux structurer leur démarche de recherche d'emploi.

BEJAIA

Clôture de la première édition du salon régional de la production nationale

La première édition du salon régional des produits agroalimentaires, industriels et des services s'est clôturée jeudi à Bejaia, avec un bilan qualifié "fructueux" par les organisateurs. La manifestation économique, qui s'est déroulée du 18 au 22 janvier au siège de l'entreprise "COGB-La Belle", situé dans le chef-lieu de la wilaya, a été "une grande réussite", a indiqué à l'APS, Mammasse Samir, le président de la Chambre de commerce et d'industrie "Soummam", organisatrice du salon. M. Mammasse a ajouté que cette édition avait réuni pendant une semaine, les entreprises, les plus importantes de la région, ce qui a permis des échanges "fructueux" entre les producteurs, at-il dit. Il a souligné que ce salon était aussi une occasion pour les consommateurs de découvrir les produits fabriqués localement, et a affirmé que cette première édition avait enregistré une affluence "importante". Le salon a réuni 46 opérateurs économiques de plusieurs wilayas (Sétif, Bordj Bou Arréridj, Jijel, Mila, Bouira, Tizi Ouzou et M'sila), spécialisés dans différents domaines. Parmi les opérateurs économiques ayant participé à cette première édition, on compte 24 entreprises spécialisées dans l'agroalimentaire, 19 dans l'industrie et 3 dans les services, at-on souligné.

Agence

MASCARA

Réalisation d'importants projets pour l'amélioration de l'alimentation en eau potable

La wilaya de Mascara a enregistré, ces derniers mois, une avancée notable dans le domaine de l'alimentation en eau potable, à travers la réalisation de plusieurs projets structurants visant à renforcer l'accès à cette ressource vitale aussi bien en milieu urbain que rural. Ces réalisations s'inscrivent dans le cadre des efforts continus des pouvoirs publics pour réduire les tensions hydriques et améliorer les conditions de vie des citoyens.

Par Rédaction régionale

Selon les services de la wilaya, pas moins de 17 projets ont été concrétisés dans le secteur de l'eau potable, touchant des zones urbaines, semi-urbaines et rurales. Ces projets ont été financés à partir de différents mécanismes, notamment le programme d'urgence pour l'amélioration de l'alimentation en eau potable, le Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, le programme de développement social et économique des communes, le budget de la wilaya, ainsi que le programme sectoriel. Cette diversité de sources de financement illustre l'importance stratégique accordée à la sécurisation de l'approvisionnement en eau dans la région. Parmi les réalisations majeures figure la mise en service de six forages de puits artésiens dans les communes de Tizi, Froha, Mamounia et El Bordj. Ces nouvelles infrastructures hydrauliques permettent de mobiliser plus de 18.000 mètres cubes d'eau potable, destinés à alimenter aussi bien des zones urbaines que rurales, y compris le chef-lieu de la wilaya. Cette capacité supplémentaire contribue à réduire la pression sur les ressources existantes et à améliorer la régularité de la distribution de l'eau. Dans le même sillage, les opérations de développement ont permis le raccordement de plus de 1.500 logements ruraux aux réseaux d'eau potable. Ces logements, répartis sur neuf communes, bénéficient désormais de l'eau issue de cinq puits artésiens ayant fait l'objet de travaux de réhabilitation. Par-

lèlement, cinq réservoirs d'eau ont été aménagés et réceptionnés, avec une capacité globale dépassant 1.500 mètres cubes. Ces ouvrages jouent un rôle clé dans la sécurisation de l'alimentation en eau, en particulier au profit des zones rurales longtemps confrontées à des pénuries chroniques. Les efforts ont également porté sur les réseaux de distribution. Ainsi, 14 communes ont bénéficié de projets de renouvellement, de réhabilitation et d'extension des réseaux d'eau potable, couvrant aussi bien les agglomérations urbaines que secondaires et rurales. Ces interventions visent à réduire les pertes d'eau dues à la vétusté des canalisations, à améliorer la pression dans les réseaux et à assurer une distribution plus équitable entre les différents quartiers. De son côté, l'unité locale de l'Algérienne des Eaux (ADE) a réceptionné, durant l'année 2025, plusieurs projets de réhabilitation des conduites principales de transfert relevant du système Mostaganem-Arzew-Oran (MAO). Ces conduites alimentent notamment les stations de pompage de Mohammadia et de Sig, desservant un total de 11 communes. La modernisation de ces infrastructures stratégiques est essentielle pour garantir la continuité de l'alimentation en eau potable et limiter les interruptions dues aux pannes techniques. En parallèle aux projets déjà achevés, 12 autres opérations visant à améliorer l'alimentation en eau potable sont actuellement en cours de réalisation à travers différentes communes de la wilaya. Leur réception est prévue au plus tard au cours du premier tri-

mestre de l'année 2026. Ces projets devraient renforcer davantage les capacités de mobilisation, de stockage et de distribution de l'eau, contribuant ainsi à une meilleure gestion de la ressource à moyen terme. Les citoyens, notamment ceux résidant en zones rurales, ont salué les efforts consentis par l'État dans ce domaine. Nombre d'entre eux soulignent que ces projets ont permis de mettre fin, ou du moins de réduire considérablement, le déficit important enregistré auparavant en matière d'alimentation en eau potable, améliorant ainsi leur quotidien et leurs conditions de vie. Cependant, malgré ces avancées significatives, la problématique de l'eau demeure un défi majeur dans la wilaya de Mascara. La récurrence des périodes de sécheresse, la pression croissante sur les ressources hydriques, l'augmentation de la demande liée à la croissance démographique et aux activités agricoles, ainsi que la vétusté persistante de certaines infrastructures continuent de poser des difficultés. Dans plusieurs localités, la distribution reste parfois soumise au système de rotation, suscitant des préoccupations chez les citoyens. Ainsi, si les projets réalisés et en cours traduisent une volonté claire d'améliorer durablement l'alimentation en eau potable à Mascara, ils doivent s'inscrire dans une stratégie globale et continue, intégrant la préservation des ressources, la modernisation des réseaux et une gestion rationnelle de l'eau. Car au-delà des infrastructures, la question de l'eau reste, pour la wilaya de Mascara, un enjeu vital et un défi permanent à relever.

TIPASA

70 exposants à la 20^e édition du Salon des agrumes

La wilaya de Tipasa a abrité la 20^e édition du Salon des agrumes, un rendez-vous désormais incontournable pour les professionnels de la filière agrumicole, marqué cette année par la participation de 70 exposants venus de plusieurs régions du pays. Organisée annuellement par la Chambre de l'agriculture de la wilaya de Tipasa, en coordination avec la direction locale des services agricoles, cette manifestation s'est imposée comme une vitrine du savoir-faire agricole et un espace d'échange autour des enjeux liés au développement durable du secteur. Placée sous le slogan évocateur « Valorisation, développement et défis », cette édition a été inaugurée en présence du wali de Tipasa, Mohamed Amine Benchoualia, ainsi que de responsables locaux, d'agriculteurs, de professionnels et d'acteurs institutionnels. L'événement a mis en lumière l'importance stratégique de la filière des agrumes dans l'économie agricole locale, mais aussi les efforts consentis par les pouvoirs publics pour renforcer son attractivité et sa performance.

À l'ouverture du Salon, des contrats de concession ont été remis, à titre symbolique, à plusieurs agriculteurs bénéficiaires. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la politique nationale de valorisation du foncier agricole et de promotion d'un investissement productif et durable. Selon le secrétaire général de la Chambre d'agriculture de Tipasa, Farid Dahmani, cette démarche vise à encourager une exploitation optimale des terres agricoles et à créer les conditions favorables à une relance durable de la production. S'adressant aux agriculteurs concernés, M. Dahmani les a exhortés à redoubler d'efforts afin d'améliorer le rendement de leurs exploitations, tant en quantité qu'en qualité. Il a souligné que la wilaya de Tipasa occupe une place de premier plan au niveau national dans la production des agrumes, un positionnement qu'il convient de consolider à travers l'adoption de bonnes pratiques agricoles, l'innovation et une meilleure organisation de la filière. Les chiffres avancés par la Direction des services agricoles témoignent de cette dynamique positive. Pour la campagne

agricole en cours, la production d'agrumes dans la wilaya est estimée à plus de 2,142 millions de quintaux, sur une superficie dépassant les 8.250 hectares. Ce volume représente une légère augmentation par rapport à la saison précédente, au cours de laquelle la production avait atteint un peu plus de deux millions de quintaux. Une progression qui reflète, selon les responsables du secteur, les retombées des mesures incitatives mises en œuvre ces dernières années. La filière des agrumes à Tipasa a en effet connu une relance notable grâce aux dispositifs de soutien accordés aux agriculteurs, notamment en matière d'extension des surfaces cultivées, de modernisation des techniques de production et d'amélioration de la qualité des fruits. Ces efforts ont permis aux agrumes de Tipasa de s'imposer sur les marchés nationaux, tout en ouvrant des perspectives prometteuses en matière de transformation, de valorisation et, à terme, d'exportation. Au-delà de l'exposition des produits, le Salon des agrumes s'est voulu un espace de rencontre entre les différents interve-

nants du secteur. Cette 20^e édition a enregistré la participation d'institutions bancaires et d'assurances, venues présenter leurs offres de financement et de couverture des risques agricoles, ainsi que des dispositifs publics d'accompagnement et de soutien à l'investissement. Des apiculteurs, des producteurs d'huile d'olive et des représentants d'établissements et d'instituts spécialisés relevant du ministère de l'Agriculture ont également pris part à l'événement, enrichissant les échanges et favorisant les synergies entre filières. Les Chambres d'agriculture des wilayas d'Alger, Blida, Médéa, Tizi Ouzou et Boumerdès étaient aussi présentes, illustrant la dimension interrégionale de ce Salon et son rôle dans le partage d'expériences et de bonnes pratiques. À travers cette manifestation, Tipasa confirme ainsi son statut de pôle agrumicole de référence et réaffirme sa volonté de relever les défis liés à la durabilité, à la compétitivité et à la valorisation de sa production agricole.

Rédaction régionale

Depuis 2010, les économies des «marchés frontières» enregistrent des performances inférieures à leur potentiel

La progression des investissements y a été divisée par deux, une baisse plus marquée que dans les autres économies à faible et moyen revenu

Selon une nouvelle étude de la Banque mondiale, les marchés dits « frontières » — un ensemble composé principalement d'économies à revenu intermédiaire considérées comme des terrains d'essai pour les champions économiques de demain — ne sont pas globalement parvenus à concrétiser leur potentiel au cours des dernières décennies. La progression des investissements par habitant depuis le début des années 2020 n'y atteint même pas en moyenne la moitié de son niveau des années 2010. L'expérience des marchés frontières les plus performants livre toutefois des enseignements pour les 56 économies qui composent actuellement ce groupe.

Pour les investisseurs internationaux en quête d'opportunités au-delà des économies à revenu élevé, les marchés frontières représentent le milieu du spectre : ils sont généralement moins étroitement intégrés aux marchés financiers mondiaux que les marchés émergents, mais davantage que d'autres économies en développement qui n'appartiennent ni à la catégorie « émergente » ni à la catégorie « frontière ». La création de ces deux classes d'actifs dans les années 1980 et 1990 — une initiative à laquelle le Groupe de la Banque mondiale, via la Société financière internationale (IFI), a largement contribué — a permis d'orienter des flux d'investissements privés considérables vers les

« À l'exception d'une poignée d'économies qui se sont hissées, au cours des 25 dernières années, dans la catégorie investissement des agences de notation financière, les marchés frontières pourraient bien constituer la plus grande déconvenue en matière de développement économique, affirme Indermit Gill, économiste en chef et premier vice-président du Groupe de la Banque mondiale pour l'Économie du développement. Les habitants des marchés frontières sont, en moyenne, plus instruits et vivent plus longtemps que ceux des autres économies en développement. Leurs politiques publiques et institutions sont de meilleure qualité. Certains d'entre eux sont dotés de ressources naturelles abondantes. Mais les marchés frontières n'ont pas transformé ces atouts en progrès — et ils demeurent, dans le monde en développement, ceux qui peuvent donner des résultats le plus facilement et rapidement possible.

Les marchés frontières comptent aujourd'hui 1,8 milliard d'habitants (soit un cinquième de la population mondiale) et devraient en abriter près de 800 millions de plus au cours des



25 prochaines années, soit davantage que le reste du monde réuni. Plus d'un tiers d'entre eux se situent en Afrique subsaharienne. Beaucoup sont riches en minerais indispensables aux nouvelles technologies liées aux énergies renouvelables, aux télécommunications et à l'électronique grand public. Leurs institutions sont souvent plus robustes que celles des autres économies en développement. De plus, les marchés frontières présentent un attrait particulier pour les investisseurs : ces 25 dernières années, la dynamique des actions sur ces marchés s'est révélée en grande partie découplée des conditions financières mondiales, qui n'expliquent qu'une fluctuation des rendements sur huit, contre une exposition bien supérieure dans les économies avancées ou les marchés émergents.

« Ces économies joueront un rôle déterminant pour relever le défi de l'emploi dans le monde en développement, car elles abriteront près d'un cinquième des 1,2 milliard de jeunes qui y atteindront l'âge de travailler dans la prochaine décennie, souligne M. Ayhan Kose, économiste en chef adjoint du Groupe de la Banque mondiale et directeur de la cellule Perspectives. Les marchés frontières les plus performants ont suivi des trajectoires diverses, mais ils présentent un certain nombre de stratégies communes : des politiques propices à la croissance, des infrastructures favorisant l'investissement, une gestion des finances publiques plus rigoureuse et un cadre institutionnel qui attire l'investissement privé. Ces stratégies ont été payantes :

le revenu par habitant dans le premier quartile a presque quadruplé ces 25 dernières années. »

Plus généralement, toutefois, les marchés frontières ont en moyenne peu progressé depuis 2000 dans leur capacité à attirer des investissements. Le rythme de croissance des investissements par habitant dans ces économies s'est essouffé ces 25 dernières années, pour tomber à 2 % dans les années 2020, soit moins de la moitié du niveau enregistré au cours des deux décennies précédentes. Les marchés frontières ne représentent aujourd'hui que 3,1 % des flux mondiaux de capitaux, et moins de 5 % de la production économique mondiale.

Les économies frontières ont accompli des avancées politiques considérables sur le plan de l'ouverture de leurs marchés financiers : leur degré d'ouverture atteint désormais environ la moitié de celui des économies avancées, contre environ un cinquième seulement en 2000. Dans la pratique, cependant, le développement des marchés financiers a été timide. Les marchés en monnaie locale, par exemple, restent relativement sous-développés et les banques et institutions financières nationales ont tendance à accorder moins de crédit aux ménages et aux entreprises privées que dans les économies émergentes. Une discipline budgétaire plus rigoureuse sera déterminante pour permettre aux économies frontières de concrétiser leur potentiel dans les années à venir. La part des dépenses publiques dans le PIB a augmenté, tandis que les recettes ont stagné. Cette situa-

tion a entraîné une aggravation du fardeau de la dette et une hausse des défauts de paiement. Actuellement, le niveau des paiements nets d'intérêts sur la dette dans un marché frontière type, qui s'élève à environ 2,5 % du PIB, est supérieur à celui observé dans les marchés émergents ou les autres économies en développement. Près de 40 % des marchés frontières ont connu au moins un défaut de paiement entre 2000 et 2024. Depuis la pandémie de COVID-19, ces économies cumulent plus de défauts de paiement que tous les autres pays réunis.

Plusieurs marchés frontières sont toutefois parvenus à surmonter ces écueils. Le Viet Nam, l'un des pays les plus pauvres du monde au tournant du siècle, se classe désormais parmi les dix économies les plus dynamiques des 25 dernières années. Après la guerre civile des années 1990, le Rwanda s'est affirmé comme l'une des réussites économiques phares de l'Afrique subsaharienne, en s'appuyant largement sur le tourisme et d'autres secteurs des services. Par ailleurs, quatre marchés frontières — la Bulgarie, le Costa Rica, le Panama et la Roumanie — ont accédé au statut d'économie à revenu élevé depuis 2012. Pour exploiter pleinement leur potentiel, ces économies ne devront pas se contenter d'ouvrir leurs marchés. Elles devront aussi les développer et mettre en place les garde-fous institutionnels nécessaires à leur bonne gouvernance.

Source : Banque Mondiale ; publié le 20 janvier 2026

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
L'Italie réaffirme son soutien à la Tunisie à travers le projet d'interconnexion électrique

L'ambassadeur d'Italie en Tunisie, Alessandro Prunas, a affirmé que le projet d'interconnexion électrique illustre l'engagement du gouvernement italien à accompagner la Tunisie dans sa transition énergétique. Lors d'une rencontre tenue ce vendredi avec le secrétaire d'État chargé de la Transition énergétique, Wael Chouchene, au siège du ministère, l'ambassadeur a renouvelé la disposition de son pays à poursuivre la coordination afin d'assurer la mise en œuvre réussie des différentes composantes du projet, soulignant que celui-ci permettra de développer les échanges d'électricité entre les deux rives de la Méditerranée grâce à une interconnexion bidirectionnelle d'une capacité de 600 mégawatts. La réunion a permis d'examiner plusieurs axes d'intérêt commun, notamment l'état d'avancement du projet d'interconnexion électrique entre la Tunisie et l'Italie « Elmed », selon un communiqué du ministère. De son côté, le secrétaire d'État a salué le niveau de la coopération tuniso-italienne dans le domaine économique, en particulier dans le secteur des énergies renouvelables, mettant en avant les résultats positifs enregistrés, tout en insistant sur l'importance du suivi et de l'évaluation afin de garantir la réussite des projets conjoints. Wael Chouchene a également souligné l'importance de la réalisation du projet d'interconnexion électrique dans les délais impartis, le qualifiant de projet national majeur appelé à contribuer à la stabilité du réseau électrique et à la diversification des sources d'approvisionnement énergétique en Tunisie. Dans ce contexte, il a rappelé les avancées réalisées par la Tunisie, notamment en matière de réforme du cadre juridique des projets d'énergies renouvelables, ce qui a permis d'accélérer le rythme de mise en œuvre de nouveaux projets déjà entrés en exploitation, ainsi que d'autres dont les travaux devraient démarrer au cours de l'année en cours, pour une capacité totale avoisinant les 600 mégawatts, selon la même source. Agence

ÉGYPTE
Hausse de 7 % des recettes d'exportations agricoles et alimentaires en 2025

L'Égypte confirme son statut de puissance agricole régionale et continentale. En 2025, les recettes issues des exportations agricoles et alimentaires ont atteint 11,5 milliards de dollars, enregistrant une hausse de 7 % par rapport à l'année précédente. Cette performance marque un nouveau record historique pour le secteur et illustre la montée en puissance de l'agriculture égyptienne sur les marchés internationaux.

Par R I

L'annonce a été faite le 21 janvier par le ministre de l'Agriculture et de la Réhabilitation des terres, Alaa Farouk, qui a souligné les progrès réalisés grâce à l'augmentation de la production nationale et à l'ouverture de nouveaux débouchés commerciaux. Avec cette dynamique, l'Égypte consolide sa place parmi les principaux exportateurs africains de produits alimentaires, aux côtés de pays comme l'Afrique du Sud, le Maroc ou encore la Côte d'Ivoire. La croissance des recettes est principalement portée par une augmentation significative des volumes exportés, estimée à 9 % en glissement annuel. En 2025, l'Égypte a ainsi exporté 9,5 millions de tonnes de produits agricoles et alimentaires, soit 800 000 tonnes supplémentaires par rapport à 2024. Cette progression témoigne d'un renforcement des capacités de production, mais aussi d'une meil-

leure organisation des chaînes de valeur agricoles. Les exportations reposent sur une large gamme de produits, avec pas moins de 405 références commercialisées à l'international. Toutefois, trois produits dominent largement les ventes : l'orange, la pomme de terre et la patate douce, qui représentent à eux seuls près de 40 % des volumes exportés. À ces produits phares s'ajoutent d'autres cultures à forte valeur commerciale, notamment les haricots frais et secs, l'ail, le raisin, la grenade, la mangue, la tomate et la fraise. Au-delà des volumes, la performance égyptienne s'explique également par une stratégie offensive de conquête de nouveaux marchés. Selon l'Administration centrale de la quarantaine agricole, le pays a obtenu en 2025 l'accès à 25 nouveaux marchés d'exportation, notamment en Asie de l'Est, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Au total, les produits agricoles égyptiens sont désormais présents dans 167 pays,

renforçant la visibilité et la compétitivité du label « Made in Egypt ». Cette expansion géographique contribue à réduire la dépendance à certains marchés traditionnels et à sécuriser les recettes à l'exportation dans un contexte international marqué par les fluctuations économiques et climatiques. Elle reflète également les efforts des autorités pour améliorer les normes phytosanitaires et répondre aux exigences des marchés étrangers. Si les perspectives chiffrées pour 2026 n'ont pas encore été officiellement dévoilées, plusieurs indicateurs laissent entrevoir une poursuite de cette dynamique positive. Les autorités égyptiennes continuent de diversifier leurs débouchés, comme en témoigne l'autorisation obtenue le 1er janvier 2026 pour l'exportation d'agrumes vers la République dominicaine. Une avancée qui pourrait ouvrir la voie à de nouvelles opportunités pour l'agriculture égyptienne sur le continent américain.

MAURITANIE

Le travail est en cours pour réglementer le secteur minier artisanal afin de garantir les droits de tous

L'Assemblée nationale a tenu, une séance publique présidée par le député Aghlewa Aman Ahdhah, vice-président de l'Assemblée, consacrée à l'écoute des réponses du ministre des Mines et de l'Industrie, M. Thiam Tijani, à une question orale suivie d'un débat, qui lui a été adressée par le député Isselkou Bahah. Le député a déclaré dans sa question : « Les citoyens travaillant dans le domaine de l'exploration sont exposés à diverses formes d'injustice et de préjudice, que ce soit en ce qui concerne la phase de recherche de lieux appropriés, ou leur expropriation après l'obtention de résultats concrets suite à des efforts considérables, ou en les obligeant à vendre leurs produits à des conditions inéquitables, en plus d'autres formes d'injustice auxquelles cette catégorie importante de citoyens est exposée. » Le député a interrogé le ministre sur les mesures prises par le ministère pour limiter ces pratiques, lever l'injustice envers les mineurs, leur rendre justice, s'intéresser à eux et garantir l'obtention de leurs droits.

En réponse à la question, le Ministre des Mines et de l'Industrie a expliqué que la programmation des questions orales peut parfois coïncider avec des engagements préalables des ministres à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, et que ces engagements s'inscrivent dans le cadre du respect des engagements internationaux de la Mauritanie et de l'accomplissement de son devoir de représentation dans les forums régionaux et internationaux. Il a souligné que ce qui a été soulevé concernant leur absence lors du premier rendez-vous programmé pour cette question ne reflète aucune évasion du contrôle parlementaire, mais était plutôt le résultat d'une coïncidence inattendue entre la programmation de la question et un calendrier de travail coordonné et les engagements extérieurs liés au travail du gouvernement. Il a indiqué que le ministère a œuvré à l'organisation du secteur minier artisanal de manière à garantir les droits de tous et à empêcher les chevauchements entre les différentes activités, le secteur minier ayant été classé en qua-

tre catégories principales : l'exploitation minière industrielle, l'exploitation minière semi-industrielle, l'exploitation minière à petite échelle et l'exploitation minière artisanale ou traditionnelle. Il a affirmé que, pour éviter qu'une catégorie ne s'approprie les ressources au détriment d'une autre, des zones géographiques spécifiques ont été allouées et distribuées à chaque catégorie, en tenant compte des exigences techniques, sociales et environnementales, ajoutant que l'objectif principal du ministère est de réglementer cette activité vitale afin de garantir l'absence de chevauchement entre ces catégories et de protéger les droits de tous les investisseurs. Il a déclaré que le ministère a malheureusement constaté récemment que certaines personnes menaient des activités minières illégales, consistant à s'approprier des terres situées en dehors des zones qui leur sont allouées, soulignant que ces pratiques portent atteinte à la primauté du droit et menacent en même temps les droits des mineurs légitimes qui respectent les

procédures légales. Il a affirmé que, conformément à la loi, le secteur a mené plusieurs missions de terrain spécialisées dans les zones minières, dans le but de faire respecter la loi, d'éliminer toutes les pratiques illégales et de s'assurer que l'activité minière se déroule conformément aux licences accordées et dans les zones désignées. Le Ministre des Mines et de l'Industrie a passé en revue les réalisations de son secteur et les travaux entrepris dans le cadre d'une approche globale visant à passer de la gestion conjoncturelle à la construction institutionnelle et stratégique, et de l'exploitation non réglementée des richesses à leur valorisation dans un cadre juridique organisé et transparent, au service de l'intérêt général et renforçant la position du pays, en application du programme de Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, ce qui s'est traduit par des politiques pratiques et des réformes concrètes qui touchent la vie des citoyens.

Synthèse R I/agence

SELON L'ONU

L'Afrique enregistre la plus forte hausse au niveau mondial en 2025

La reprise du tourisme en Afrique s'est nettement accélérée en 2025, faisant du continent le principal moteur de la croissance touristique mondiale, selon les dernières données publiées par ONU Tourisme, l'agence des Nations unies chargée de la promotion et du développement du secteur. Cette dynamique a été largement soutenue par les performances exceptionnelles de l'Afrique du Nord, notamment du Maroc et de l'Égypte, qui ont enregistré des niveaux historiques de fréquentation.

Par R I.

D'après les chiffres dévoilés le 21 janvier par l'ONU, l'Afrique a accueilli 81 millions de touristes internationaux en 2025, soit une hausse de 8 % par rapport à 2024. Il s'agit de la plus forte progression enregistrée à l'échelle mondiale, confirmant le retour en force du continent sur la carte du tourisme international. Le rapport de référence de l'organisation, le « World Tourism Barometer », souligne que cette performance globale a été tirée en grande partie par l'Afrique du Nord, qui affiche une croissance remarquable de 11 % des arrivées internationales. Plusieurs pays de la région figurent ainsi parmi les destinations mondiales les plus dynamiques. L'Égypte se distingue particulièrement avec une augmentation de 20 % des arrivées de touristes internationaux, suivie du Maroc (+14 %) et des Seychelles (+13 %). Cette progression ne se limite pas au

nombre de visiteurs. Selon ONU Tourisme, les recettes touristiques ont également connu une évolution très favorable, calculées en monnaie locale. Le Maroc enregistre une hausse de 19 % de ses revenus touristiques, l'Égypte 17 %, tandis que la République de Maurice affiche une croissance de 10 %. À l'échelle mondiale, le nombre total de touristes internationaux a atteint 1,52 milliard en 2025, en progression de 4 % par rapport à l'année précédente, soit 60 millions de visiteurs supplémentaires. Selon l'ONU, ce niveau marque un retour progressif aux tendances d'avant la pandémie de Covid-19, se rapprochant de la moyenne annuelle de 5 % observée entre 2009 et 2019. Si l'Afrique a joué un rôle moteur dans cette dynamique, toutes les régions du monde ont enregistré une hausse des arrivées par rapport à 2024. L'Asie-Pacifique affiche une croissance de 6 %, l'Europe de 4 %, le Moyen-Orient de 3 %, et les Amériques de 1 %, illustrant une reprise globale mais à des rythmes diffé-

renciés. Selon ONU Tourisme, cette amélioration s'explique par plusieurs facteurs convergents : la vigueur de la demande touristique internationale, la solidité des grands marchés émetteurs, la poursuite du redressement en Asie-Pacifique, une meilleure connectivité aérienne, ainsi que des politiques de facilitation des visas mises en place par de nombreux pays. Cette dynamique s'est traduite par une augmentation des recettes mondiales du tourisme, estimées à 1 900 milliards de dollars, soit 5 % de plus qu'en 2024, toujours selon l'agence onusienne. Pour 2026, ONU Tourisme anticipe une poursuite de la croissance, avec une hausse des arrivées internationales comprise entre 3 % et 4 %. Cette projection repose sur l'hypothèse d'un environnement économique mondial stable, de la poursuite de la reprise en Asie-Pacifique et de l'absence d'escalade majeure des tensions géopolitiques.

CAMEROUN

7,2 millions USD pour soutenir les producteurs de cacao et café

Le Cameroun mise sur ses filières cacao et café pour stimuler l'économie rurale. L'État et le Fodecc affichent leur ambition: renforcer les producteurs par des subventions massives et inscrire le pays dans une dynamique agricole durable. Le Fonds de développement des filières cacao et café du Cameroun (Fodecc) annonce une enveloppe de 4 milliards de FCFA (environ 7,2 millions USD) de subventions à distribuer aux producteurs en 2026. Le montant a été dé-

voilé lors de la cérémonie de lancement officiel de la campagne caféière 2025-2026, tenue le 16 janvier 2026 à Badi-toum, dans la région de l'Est. Selon l'administrateur du Fodecc, Samuel Donatien Nengue, ces fonds doivent soutenir le démarrage de la saison. Ils visent notamment à permettre aux producteurs de faire face à la pression parasitaire et aux problèmes de plants, afin d'améliorer leurs rendements. Le responsable précise par ailleurs qu'un reliquat des subventions de 2025

sera distribué « dans près d'une semaine » et que les appuis au titre de 2026 devraient débuter « autour du mois d'avril prochain ». La distribution se fera par le « Guichet producteur », mécanisme lancé en 2021. Il permet aux producteurs de cacao et/ou de café des différents bassins agricoles du pays d'entrer directement en possession des subventions gouvernementales, qu'elles soient de masse ou « à la carte ». Le dispositif repose sur une

contribution du producteur. Celui-ci doit enregistrer ses données au Fodecc et déposer une quote-part de 60 % dans une institution financière. En contrepartie, il reçoit une subvention représentant 30 % à 40 % de l'investissement, sous forme d'un bon d'achat destiné à l'acquisition de plants, d'intrants agricoles, de produits phytosanitaires, d'équipements et de machines agricoles, ainsi que d'infrastructures de soutien à la production.

Agence

RDC

6,6 millions USD pour construire des silos céréaliers sur tout le territoire

Les silos céréaliers permettent, entre autres, de stocker les récoltes, de les protéger ou encore de lutter contre le gaspillage alimentaire. Les autorités congolaises veulent en construire dans tout le pays. La République démocratique du Congo (RDC), à travers la Réserve stratégique générale (RSG), veut se doter, sur l'ensemble de son territoire, d'un réseau de silos destinés au stockage des céréales. Selon le Plan d'investissement public couvrant la période 2026-2028, le gouvernement prévoit d'allouer 14,5 milliards de francs congolais, soit environ 6,6 millions de dollars américains au taux moyen, à la construc-

tion de ces infrastructures. Le coordonnateur de cette institution rattachée à la présidence de la République, Serge Mulumba Katchy, a annoncé qu'un projet pilote sera installé à Kimpese, dans la province du Kongo Central. En novembre 2025, il a effectué une visite en Italie auprès du fournisseur chargé de produire les installations prévues pour ce premier site. À cette occasion, il a indiqué que le projet de Kimpese disposerait d'une capacité minimale de 5 000 tonnes de céréales, et que ce modèle serait ensuite reproduit dans les autres provinces du pays. Ce travail préparatoire avait été précédé, en octobre 2025, d'une séance de travail

avec des experts du cabinet de conseil américain International Reliable Consulting (IRC). Ces échanges avaient permis d'explorer les possibilités de collaboration pour la mise en place des silos, mais aussi pour la création d'une banque de semences, selon la communication de la RSG. Créée par ordonnance présidentielle, la Réserve stratégique générale a pour mission d'assurer la prévention et la gestion des crises par la constitution de stocks stratégiques de produits de première nécessité. Elle intervient pour soutenir la sécurité alimentaire, stabiliser les prix et appuyer les producteurs locaux, en consti-

tuant et en renouvelant des réserves mobilisables en cas de crise, de pénurie ou de calamité naturelle. En septembre 2025, l'institution avait déjà mené une intervention sur le marché du maïs à Kinshasa. Elle avait mis en vente des sacs de farine de maïs de 25 kg à 35 000 francs congolais, un prix nettement inférieur à ceux pratiqués alors dans la capitale, qui oscillaient entre 40 000 et 63 000 francs selon la qualité. Cette opération, menée dans plusieurs marchés de la ville, visait à atténuer la pression sur les ménages et à stabiliser les prix en période de tension.

Agence

NIGÉRIA

Le PAM a un besoin urgent de 129 millions de dollars pour poursuivre ses opérations

Alors que la malnutrition atteint un seuil critique au Nigéria, notamment au nord-est, le Programme alimentaire mondial (PAM) affirme avoir besoin de 129 millions de dollars de toute urgence pour poursuivre ses opérations au cours des six prochains mois. "Sans ce financement, l'agence risque de devoir cesser complètement ses activités dans la région", a fait savoir le représentant du PAM au Nigéria, David Stevenson dans un communiqué. Faute de financements urgents, l'assistance PAM sera, pour la première fois au Nigéria, limitée à seulement 72.000 personnes, avertit cette agence des Nations unies. Cette alerte intervient alors que ce pays d'Afrique de l'ouest est confronté à l'une des pires crises alimentaires de ces dernières années. Dans le nord-est du Nigéria, plus d'un million de personnes risquent d'être privées d'aide alimentaire et nutritionnelle d'urgence dans les semaines à venir. L'ONU estime que 15.000 personnes dans l'État de Borno sont menacées par une faim catastrophique (phase 5 du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire IPC). "Il s'agit du pire niveau de famine enregistré depuis une décennie", a relevé le PAM, soulignant que "ce n'est pas le moment d'arrêter l'aide alimentaire". "Cela aurait des conséquences humanitaires, sécuritaires et économiques catastrophiques pour les personnes les plus vulnérables qui ont été contraintes de fuir leur foyer à la recherche de nourriture et d'un abri", a expliqué son représentant. Selon les dernières prévisions du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) pour l'Afrique occidentale et centrale, près de 35 millions de personnes devraient connaître une insécurité alimentaire aiguë et grave pendant la saison de soudure de 2026. Malgré les contributions généreuses qui ont permis au Programme alimentaire mondial de continuer à fournir une aide vitale aux plus vulnérables ces derniers mois, ces ressources limitées sont désormais épuisées.

APS

POINT-MARCHÉS

L'Europe finit en légère baisse, la géopolitique freine le risque

Les Bourses européennes ont terminé en petite baisse vendredi, le Stoxx 600 mettant fin à une série de cinq semaines de gains dans un contexte de tensions commerciales et géopolitiques accrues. À Paris, le CAC 40 a perdu 0,07% à 8.143,05 points. À Francfort, le Dax a grappillé 0,01% et à Londres, le FTSE 100 a reculé de 0,07%.

Par R I/agence

L'indice EuroStoxx 50 a perdu 0,27%, le FTSEurofirst 300 0,09% et le Stoxx 600 0,21%. Le Stoxx 600 a enregistré une baisse hebdomadaire de 1,10% et le CAC 40 de 1,40%. Le retour des tensions commerciales a marqué une semaine difficile pour les actions et, bien que Donald Trump soit revenu sur sa décision d'imposer des droits de douane supplémentaires à plusieurs pays européens hostiles à ses projets de contrôle du Groenland, les investisseurs restent prudents et se ruent vers des valeurs refuges telles que l'or, qui frôle vendredi les 5.000 dollars l'once, une première. "Trump est vraiment imprévisible, nous le savons. Nous pouvons encore subir certaines menaces d'une manière ou d'une autre... Il est certain que les Européens restent très prudents dans ce contexte", a déclaré Marie de Leyssac, gestionnaire de portefeuille chez Edmond de Rothschild Asset Management. Le ton entre Washington et Bruxelles s'est toutefois apaisé, la Maison blanche invoquant en contrepartie un accord-cadre avec l'Otan sur l'île arctique riche en minerais stratégiques, et la Commission européenne annonçant vendredi son intention de suspendre pendant six mois supplémentaires le paquet de représailles douanières qu'elle avait de nouveau menacé d'imposer aux États-Unis en raison du litige sur le Groenland. Le dossier ukrainien est également à surveiller, car les négociateurs de Kyiv et de Moscou vont discuter d'éventuelles concessions territoriales lors de pourparlers qui ont débuté vendredi à Abou Dhabi, mais aucun compromis ne semble en vue sur ce point crucial pour mettre fin au conflit. Côté macroéconomique, les investisseurs ont analysé ce vendredi les indices PMI de la zone euro, qui montrent que l'activité économique du bloc a augmenté plus lentement que prévu ce mois-ci, tandis que les pressions sur les prix se sont accrues. La politique française a certes apporté un certain soulagement au marché obligataire français, avec deux motions de censure contre le gouvernement du Premier ministre Sébastien Lecornu rejetées vendredi à l'Assemblée nationale après son recours à l'article 49.3 de la Constitution sur la partie "recettes" du projet de loi de finances (PLF) pour 2026. L'écart de rendement entre les OAT françaises et les Bunds allemands à 10 ans a reculé à 58 points de base après le vote, son plus bas niveau depuis juin 2024.

Valeurs

A Paris, M6 a perdu 1,51% après que Kepler Cheuvreux a abaissé sa recommandation sur la valeur à "alléger". Ericsson, qui a fait état vendredi d'une hausse organique de 4% de ses ventes au quatrième trimestre et annoncé un plan de rachat d'actions, a grimpé de plus de 10%. Au niveau sectoriel, les valeurs minières se sont distinguées avec un gain de 1,3%, stimulées par la hausse des prix des métaux tels que l'or et l'argent, tandis que le secteur de l'énergie (+1,3%) a bénéficié de la hausse du pétrole sur fond de tensions entre les États-Unis et l'Iran.

A Wall Street

A l'heure de la clôture en Europe, le Dow Jones recule de 0,48%, le Standard & Poor's 500 grappille 0,17% et le Nasdaq Composite avance de 0,58%. Le fabricant de puces Intel plonge de 16% après avoir publié jeudi soir des prévisions de chiffre d'affaires et de bénéfice trimestriels inférieurs aux estimations.

Les indicateurs du jour

Outre les PMI de la zone euro, les investisseurs ont appris vendredi que les ventes au détail avaient augmenté de manière inattendue au Royaume-Uni en décembre sur un mois, une hausse qui renforce les signes de reprise économique. Aux États-Unis, le moral des ménages s'est amélioré plus que prévu en janvier, montrent vendredi les résultats définitifs de l'enquête mensuelle de l'Université du Michigan.

Changes

Le yen, qui était sous pression après que la BoJ a maintenu ses taux inchangés plus tôt dans la journée, s'est ensuite raffermi face au dollar (+0,22%), alimentant à nouveau les spéculations d'intervention. Le billet vert, qui s'apprête à enregistrer sa plus forte baisse hebdomadaire depuis juin en raison des tensions géopolitiques, perd 0,34% face à un panier de devises de référence. L'euro grappille à son tour 0,13% à 1,1769 dollar. La livre sterling gagne pour sa part 0,67% face au dollar après la publication des données sur les ventes au détail.

Taux

Le rendement du Bund allemand à dix ans a pris 2 points de base à 2,9035% vendredi, tandis que celui de l'obligation à deux ans a progressé de 1,4 point de base à 2,1300%.

Les rendements des obligations allemandes à 30 ans ont quant à eux enregistré leur plus forte hausse hebdomadaire en près de deux mois, alors que les économistes s'attendent à ce que la zone euro augmente ses dépenses budgétaires et que les tensions géopolitiques incitent également à une augmentation des budgets de défense dans l'ensemble du bloc. "Les indices PMI suggèrent que les pressions inflationnistes ont légèrement augmenté", note pour sa part Andrew Kenningham, chef économiste pour l'Europe chez Capital Economics, ajoutant que ces données renforcent l'idée que les taux d'intérêt devraient rester inchangés pour l'instant. En France, le rendement de l'OAT à dix ans a reculé de 2,3 points de base à 3,4908%, alors que, comme prévu, le gouvernement français a survécu à deux motions de censure ce vendredi. Aux États-Unis, le rendement des Treasuries à dix ans recule légèrement à 4,2470%, tout

comme celui de l'obligation à deux ans, qui évolue à 3,6067%.

Pétrole

Les prix du pétrole rebondissent vendredi après que le président américain Donald Trump a renouvelé ses menaces contre l'Iran, suscitant des inquiétudes quant à une intervention militaire qui pourrait perturber l'approvisionnement en brut. Le Brent grimpe de 2,59% à 65,72 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) de 2,63% à 60,92 dollars.

Métaux

Le prix de l'argent a dépassé pour la première fois les 100 dollars l'once, tandis que l'or a atteint un nouveau record et frôle les 5.000 dollars, les investisseurs se ruant vers les valeurs refuges dans un contexte de troubles géopolitiques.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA				
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 22 Janvier 2026				
Valeur : 26 Janvier 2026				
BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	129.7747	129.7897
1	EUR	EURO	151.7066	151.7371
1	GBP	POUND STERLING	174.3346	174.3548
100	JPY	JAPANESE YEN	81.7067	81.7213
1	CNY	CHINESE YUAN	18.6375	18.6415
1	CHF	SWISS FRANC	163.3413	163.4014
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.8832	93.9144
1	DKK	DANISH KRONE	20.3062	20.3139
1	SEK	SWEDISH KRONA	14.2924	14.2980
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	13.0555	13.0601
1	AED	UAE DIRHAM	35.3301	35.3381
1	SAR	SAUDI RIYAL	34.6057	34.6115
1	KWD	KUWAITI DINAR	424.5165	424.7045
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.3239	44.7694
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	14.1376	14.1392
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.3610	20.4654
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.2616	3.2717
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.4737	177.4737

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine en ordre dispersé

La Bourse de New York a fini en ordre dispersé vendredi, les inquiétudes géopolitiques freinant l'appétit pour le risque, tandis que le fabricant de semi-conducteurs Intel est pénalisé par ses perspectives moroses. L'indice Dow Jones a cédé 0,58%, ou 285,30 points, à 49.098,71 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a pris 2,26 points, soit 0,03% à 6.915,61 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 65,23 points, soit 0,28% à 23.501,244 points. Malgré un rebond lors des deux dernières séances, la Bourse de New

York reste méfiante face aux turbulences provoquées par le président américain Donald Trump, qui a menacé d'imposer des droits de douane aux Européens hostiles à ses projets au Groenland avant de faire marche arrière, invoquant un accord-cadre sur l'île arctique avec l'Otan. Les investisseurs semblent cependant confiants malgré l'incertitude sur le plan géopolitique, l'état général de l'économie américaine restant robuste. "Quand on pense à ce que cela signifie d'un point de vue d'un investisseur, nous sommes plutôt satisfaits

de notre situation actuelle", estime Jason Blackwell, directeur des stratégies d'investissement chez Focus Partners Wealth. La volatilité sur les marchés était à prévoir en 2026 avec la tenue des élections des midterms aux États-Unis, ajoute-t-il, mais les gains des entreprises devraient continuer de grimper. "Nous sommes plutôt optimistes, mais nous sommes conscients que le reste de l'année pourrait réserver des rebondissements importants." Outre la géopolitique, les investisseurs ont le regard tourné vers la

saison des résultats d'entreprises et pénalisent le fabricant de puces Intel, qui recule de plus de 17% après avoir publié jeudi soir des prévisions de chiffre d'affaires et de bénéfice trimestriels inférieurs aux estimations. NVIDIA progresse de 1,5% après que les autorités chinoises ont informé Alibaba, Tencent et ByteDance qu'ils pouvaient préparer leurs commandes de puces d'IA H200 de Nvidia, ce qui suggère que Pékin est sur le point d'approuver officiellement l'importation de composants essentiels au fonctionnement de l'intelligence artificielle, rapporte Bloom-

berg, citant des sources proches du dossier. Meta et Amazon progresse respectivement de 1,7% et 3,3%. La semaine prochaine sera par ailleurs celle de la première réunion de la Réserve fédérale (Fed) en 2026 et, si un statu quo est largement attendu, les opérateurs chercheront à s'assurer de l'indépendance de la banque centrale, alors que Donald Trump pourrait prendre dans les prochains jours une décision au sujet du successeur de Jerome Powel à la tête de l'institution.

Agence

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DANS LE CENTRE DU PORTUGAL

Un pacte pour l'économie circulaire

Plus de 200 entités de la région Centre du Portugal ont signé le Pacte de l'économie circulaire, une initiative de la Commission de coordination et de développement régional (CCDR) du Centre. Cette troisième édition du pacte comprend 380 actions concrètes visant à promouvoir l'économie circulaire dans la région.

Synthèse R.I.

"Le thème de l'économie circulaire est extrêmement important pour la CCDR et pour les objectifs de la région", a déclaré Isabel Damasceno, présidente de la CCDR du Centre. "Nous devons tous contribuer à l'amélioration des régions, du pays et de la planète en évitant le gaspillage et en réutilisant les choses". Le pacte a été officialisé aujourd'hui à Condeixa-a-Nova, dans le district de Coimbra, avec la participation de 203 entités signataires, un record. Selon

Isabel Damasceno, ce chiffre démontre l'impact de la stratégie mise en place par la CCDR pour promouvoir l'économie circulaire. Les entités signataires comprennent des entreprises, des associations d'entreprises, des établissements d'enseignement supérieur, des communautés intercommunales, des conseils municipaux et des associations de développement local. Carla Coimbra, directrice de l'unité de planification et de développement régional de la CCDR du Centre, a précisé que plus d'un tiers des actions proviennent des municipalités

et des communautés intercommunales. "La plupart des entités ont choisi de proposer une seule action, mais 27% en proposent trois ou plus", a-t-elle ajouté. L'Université de Coimbra et l'Unité locale de santé de Leiria sont les entités qui souscrivent au pacte avec le plus d'actions, soit 12 chacune. Cette édition du pacte sera basée sur un modèle de communautés de pratique, où les entités signataires s'engagent à mettre en œuvre au moins une action d'économie circulaire. Un défi qui devrait contribuer à renforcer l'économie de la région Centre du Portugal.

L'ITALIE ENREGISTRE 185 MILLIONS D'ARRIVÉES TOURISTIQUES EN 2025, Une hausse de 8,7 % des visiteurs étrangers

Le ministère de l'Intérieur italien a publié ses statistiques annuelles issues de la plateforme d'enregistrement aux frontières « Alloggiati Web », confirmant que le pays a accueilli 185 millions d'arrivées touristiques en 2025, soit une hausse de 7,1 % par rapport à l'année précédente. Les arrivées de visiteurs étrangers ont bondi de 8,7 % pour dépasser les 104 millions, tandis que le tourisme domestique italien a progressé de 5,1 % avec 81 millions de nuitées. Les hôtels ont enregistré 104,7 millions d'entrées (+3 %), mais la croissance

la plus forte provient du segment hors-hôtel — locations de courte durée, agritourismes, chambres d'hôtes et campings — qui a explosé de 13 % à 80,6 millions. Derrière ces chiffres se cache une transformation structurelle de l'économie touristique italienne. Les analystes de l'Observatoire national du tourisme soulignent le rebond rapide des marchés long-courriers comme les États-Unis, le Canada et le Japon, qui dépassent désormais leurs volumes de 2019. Parallèlement, les voyageurs européens, plus sensibles aux prix,

s'éloignent des destinations classiques de courts séjours urbains pour explorer des régions secondaires telles que la Pouille et les Marches, encouragés par l'extension des liaisons aériennes low-cost et des connexions ferroviaires à grande vitesse. Pour les responsables de la mobilité, ces chiffres soulignent la pression sur les ressources aux points d'entrée. La police aux frontières a traité 1,2 million de scans électroniques de passeports supplémentaires dans les cinq principaux aéroports du pays, et le

volume de passagers Schengen à Milan Malpensa a augmenté de 11 %. Avec la mise en place du nouveau système Entrée/Sortie (EES) de l'UE prévue pour octobre 2025, les aéroports devront gérer une nouvelle hausse des flux. Les opérateurs de Rome Fiumicino et Venise Marco Polo ont déjà accéléré le déploiement des portiques biométriques et recrutent du personnel multilingue pour accompagner les passagers hors UE dans l'utilisation des bornes.

Agence

ALLEMAGNE

La croissance dans le secteur privé a accéléré en janvier

La croissance de l'activité du secteur privé en Allemagne a accéléré en janvier, selon les données provisoires publiées vendredi par S&P Global et Hamburg Commercial Bank (HCOB). L'indice PMI composite de l'Allemagne s'est établi à 52,5 ce mois-ci, contre 51,3 en décembre.

Les économistes interrogés par Dow Jones Newswires tablaient sur un indice stable, à 51,3, pour janvier. Un chiffre supérieur à 50 reflète une expansion de l'activité. Lorsqu'il est inférieur à 50, il dénote une contraction. Dans le détail, l'indice PMI du secteur des ser-

vices s'est établi à 53,3, contre 52,7 en décembre. L'indice PMI du secteur manufacturier a atteint 48,7, contre 47 en décembre. Les économistes préoyaient pour le mois de janvier un indice des services de 52,7 et un indice du secteur manufacturier de 47,5.

R.I

GRÂCE AU SOUTIEN FINANCIER DE L'UE

L'agence de notation S&P remonte la note de la dette ukrainienne à CCC+

L'agence de notation S&P estime que l'Ukraine n'est plus en défaut sur sa dette. "Le soutien financier international continu, en particulier de la part de l'Union européenne" y est pour quelque chose. L'agence de notation S&P a remonté jeudi 22 janvier la notation appliquée à la dette de long terme ukrainienne, désormais considérée comme "spéculative", à CCC+, alors qu'elle était jusqu'ici vue en "défaut partiel", à SD, assortissant cette nouvelle note d'une perspective stable. S&P n'est pas la première à remonter la notation du pays d'Europe de l'Est, puisque Fitch avait elle-même refait passer l'Ukraine de "défaut partiel" à CCC, soit "hautement spéculatif", fin décembre. Une évolution qui intervient alors

qu'une "petite partie" de la dette ukrainienne est toujours considérée en défaut mais "cela ne devrait pas avoir d'impact significatif sur la capacité de l'Ukraine et sur sa volonté d'honorer ses autres obligations", a estimé S&P dans son communiqué.

Un prêt de 90 milliards de la part de l'Union européenne

Le défaut concerne des obligations émises par une entreprise publique d'énergie et détenues par une banque commerciale étrangère, pour un total qui représente moins de 1% de la dette publique du pays, a précisé l'agence. L'agence de notation juge également que la perspective stable se justifie par "un service de la dette gérable à court terme et un soutien financier international

continu, en particulier de la part de l'Union européenne (UE)". Le bloc européen s'est en effet entendu fin décembre pour accorder au gouvernement ukrainien un prêt de 90 milliards d'euros afin de financer son budget et son armée. Avec ce prêt, l'Ukraine va pouvoir dépenser 60 milliards d'euros, sur les 90 milliards prévus au total, pour renforcer ses capacités militaires en 2026 et 2027, avait indiqué au début du mois la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Les 30 milliards restant seront utilisés par Kiev pour ses besoins budgétaires, sous condition de réformes liées au renforcement de l'Etat de droit ou à la lutte anti-corruption, a précisé la Commission européenne.

Agence

LA DÉSESCALADE SE CONFIRME ENTRE DONALD TRUMP ET L'EUROPE

Bruxelles va suspendre encore six mois son arme douanière de 93 milliards d'euros contre les États-Unis

Elaboré lors du premier semestre 2025 lorsque l'Union européenne négociait un accord commercial avec les États-Unis, ce train de mesures avait été suspendu une première fois six mois après la conclusion d'un pacte en août. La Commission européenne a déclaré vendredi qu'elle proposerait de suspendre pour six mois supplémentaires le paquet de représailles douanières d'une valeur de 93 milliards d'euros qu'elle a de nouveau menacé d'imposer aux États-Unis en raison du contentieux sur le Groenland. Elaboré lors du premier semestre 2025 lorsque l'Union européenne négociait un accord commercial avec les États-Unis, ce train de mesures avait été suspendu une première fois six mois après la conclusion d'un pacte en août. La conclusion d'un accord-cadre avec l'Otan a changé la donne. L'UE avait menacé de les appliquer à compter du 7 février si le président américain Donald Trump ne revenait pas sur sa décision d'imposer de nouvelles surtaxes douanières à plusieurs pays européens ayant affiché leur soutien au Groenland, territoire danois qu'il ambitionne d'annexer. La conclusion d'un accord-cadre avec l'Otan sur cette question a changé la donne. "Avec la levée de la menace tarifaire par les États-Unis, nous pouvons maintenant revenir à l'important travail de mise en œuvre de la déclaration commune UE-États-Unis", a déclaré Olof Gill, porte-parole adjoint de la Commission. "Pour être tout à fait clair, les mesures resteront suspendues, mais si nous en avons besoin à l'avenir, elles pourront être réactivées", a-t-il précisé.

Agence

ALLEMAGNE

Le premier opérateur de stockage pétrolier du pays racheté par un géant américain

Le gouvernement allemand a annoncé vendredi avoir autorisé le rachat par le groupe américain Sunoco, propriétaire d'un proche de Donald Trump, du plus gros opérateur allemand de stockage de produits pétroliers TanQuid. Sunoco est une filiale du géant américain Energy Transfer, qui construit, possède et gère des pipelines, des sites de stockage et des terminaux d'hydrocarbures à l'international, dont le principal actionnaire est le milliardaire Kelcy Warren, proche soutien du président américain Donald Trump. Ces derniers mois, l'entreprise a mis la main sur d'autres infrastructures critiques aux Pays-Bas et en Irlande. Le montant du rachat de TanQuid, révélé par l'hebdomadaire allemand Der Spiegel et finalisé le 16 janvier, n'a pas été communiqué. TanQuid, propriété jusqu'à présent de la société de gestion de fonds australienne Macquarie Group, exploite au total 15 dépôts d'hydrocarbures en Allemagne et un en Pologne. Ces infrastructures sont considérées comme critiques par le gouvernement allemand en raison de leur rôle clé dans l'approvisionnement énergétique du pays.

Par R.I.

EUROPE

Pourquoi la fermeture d'une boutique d'applications tierce déclenche la fureur d'Apple

Le géant de Cupertino dénonce publiquement la Commission européenne, l'accusant de manipulations politiques après l'arrêt annoncé de Setapp, une plateforme alternative de téléchargement d'applications. Apple affirme que Bruxelles bloque délibérément ses nouvelles propositions tarifaires tout en préparant de nouvelles sanctions financières.

La tension monte d'un cran entre Apple et les autorités européennes. MacPaw, éditeur de la marketplace Setapp, vient d'annoncer la fermeture de son service pour le mois prochain, invoquant des « conditions commerciales encore instables et trop complexes ». Cette décision intervient dans un climat déjà explosif : la Commission européenne s'apprête à pointer du doigt l'entreprise californienne comme responsable directe de cet échec, tandis qu'Apple riposte avec virulence.

Digital Markets Act : Apple conteste toujours les règles européennes

Depuis l'entrée en vigueur du Digital Markets Act il y a plus de deux ans, Apple autorise sous contrainte l'existence de boutiques d'applications alternatives à son App Store sur ses appareils vendus dans l'Union européenne. Le modèle économique actuel prévoit une redevance de 50 centimes par installation au-delà du million de téléchargements, applicable aussi bien aux marketplaces tierces qu'aux applications qu'elles distribuent. Face aux cri-



tiques, la firme avait annoncé l'an dernier vouloir basculer vers un système de commission de 5 % sur le chiffre d'affaires, présenté par le géant de Cupertino comme moins pénalisant pour les développeurs. Seulement voilà : cette transition n'a jamais pu se concrétiser. « La Commission européenne refuse de nous laisser mettre en œuvre les changements qu'elle a elle-

même réclamés », dénonce Apple dans un communiqué. L'entreprise précise avoir déposé un plan de conformité formel en octobre dernier, resté depuis sans réponse officielle. Pour le constructeur, il s'agit d'une stratégie délibérée : « La CE utilise des tactiques politiques dilatoires pour tromper le public, déplacer les lignes et cibler injustement une entreprise américaine

par des enquêtes lourdes et des amendes contraignantes ».

Bruxelles maintient la pression réglementaire

La Commission européenne, de son côté, maintient sa ligne. Selon des documents consultés par Bloomberg, elle s'apprêterait à reprocher à Apple de n'avoir toujours pas réglé les problèmes fondamentaux liés à ses conditions commerciales, notamment leur complexité excessive. En avril dernier, Bruxelles avait déjà infligé une amende de 500 millions de dollars à l'entreprise pour non-respect du DMA concernant l'orientation des utilisateurs vers des systèmes de paiement alternatifs.

Un porte-parole de la Commission a rappelé à nos confrères du site Engadget que le dialogue avec Apple reste permanent, l'objectif étant de parvenir à une solution pleinement conforme au DMA. Malgré les accusations de la firme, d'autres boutiques alternatives fonctionnent actuellement sur les appareils Apple en Europe, comme l'Epic Games Store ou AltStore.

Apple : Tim Cook a discrètement désigné celui qui dirigera le futur de l'iPhone

Tim Cook, le patron d'Apple, a confié fin 2025 une nouvelle responsabilité à John Ternus, vice-président senior de l'ingénierie matérielle. Cette nomination positionne l'ingénieur comme superviseur de l'ensemble des équipes créatives de la marque à la pomme. Depuis le départ de Jony Ive, la direction du design chez Apple a connu plusieurs reconfigurations. Si le nom de John Ternus revient souvent sur le tapis lorsqu'il s'agit d'évoquer celui ou celle qui devra succéder à Tim Cook, celui-ci vient d'être désigné comme responsable exécutif de la stratégie créative globale du groupe. Sa mission consistera donc à veiller à la cohérence et à l'orientation du design à l'échelle de l'une des entreprises les plus influentes de la Silicon Valley.



John Ternus nommé à la tête des équipes de conception d'Apple

D'après Bloomberg, Tim Cook a confié à John Ternus, « à la fin de l'année dernière », un rôle de supervision globale sur l'organisation du

design chez Apple. Le média parle d'un statut de « sponsor exécutif » pour l'ensemble des activités de design, une fonction qui place Ternus au niveau stratégique, sans bouleverser formellement la chaîne hiérarchique existante.

Concrètement, les responsables du design continuent de rendre compte directement à Tim Cook, aussi bien dans les organigrammes internes que dans les documents publics de l'entreprise. Le changement se situe donc davantage dans la coordination et l'influence que dans une réorganisation à proprement parler. Jusqu'à présent, John Ternus collaborait étroitement avec les équipes de design industriel dans le cadre de ses fonctions liées au hardware. En revanche, il n'avait pas la responsabilité directe des équipes en charge de l'interface logicielle, ni de l'ensemble du design au sens large.

Le départ de Tim Cook ne serait pas encore à l'ordre du jour

Bloomberg souligne que cette nouvelle configuration est perçue en interne comme une « organisation

étrange », tout en reflétant une réalité : Tim Cook est réputé pour maintenir une certaine distance avec les décisions de design au quotidien. Le choix de John Ternus est ainsi vu comme une manière de confier davantage de poids à un dirigeant déjà très impliqué dans le développement des produits.

Le rapport précise également qu'aucun élément ne laisse penser que Tim Cook envisage de quitter prochainement son poste. Toutefois, comme nous l'évoquions précédemment, John Ternus est présenté comme l'un des candidats internes les plus crédibles pour lui succéder. Bloomberg ajoute que le P.-D.G. chercherait à exposer davantage Ternus aux différentes facettes des opérations d'Apple et que l'entreprise l'a progressivement mis en avant comme l'un de ses visages publics.

Brèves

Intel gèle ses investissements sur le nœud 14A

Le fondateur de Santa Clara adopte une stratégie prudente en matière d'investissements dans ses capacités de production, particulièrement sur son nœud de gravure le plus avancé, le 14A. Lors de la conférence des résultats du quatrième trimestre, le directeur financier David Zinsner a déclaré qu'Intel n'augmentera pas ses dépenses en équipements pour le 14A tant qu'elle n'aura pas sécurisé des engagements fermes de clients Foundry. « Nous déployons agressivement des équipements sur Intel 7,

10, 3 et 18A. Ce que nous retenons, c'est le 14A, car il est vraiment lié aux clients Foundry. Il n'est pas logique de construire une capacité significative tant que nous n'avons pas les clients qui accepteront cette demande », a expliqué M. Zinsner. Cette approche contraste avec la stratégie agressive de TSMC et Samsung qui accélèrent leurs investissements, très conséquents quand il s'agit de construire des usines pour produire des wafers. Le fondateur mise désormais sur l'amélioration des rendements de fabrication, avec des gains de 7 à 8 % par mois sur le nœud 18A, et sur son offre de packaging avancé (EMIB, Foveros) qui attire des clients face aux pénuries de capacité CoWoS. Intel attend les décisions de ses clients Foundry potentiels pour le 14A au second semestre

2026 ou premier semestre 2027.

Une Tesla piratée avec une clé USB

Dans le cadre du concours de hack Pwn2Own Automotive 2026, les chercheurs en sécurité du français Synacktiv ont remporté la victoire dans la catégorie « Attaque USB sur le système d'infodivertissement Tesla ». Pour ce faire, ils ont combiné deux vulnérabilités : une fuite d'informations et une écriture hors limites. Avec à la clé une belle récompense de 35 000 \$ empochée. Ce n'est pas la première fois que la société spécialisée dans les tests d'intrusion se démarque dans ce domaine, avec une

première place au concours Hack The Box Business CTF deux années de suite, en 2024 et 2025.

Cegid accuse MyUnisoft

Selon notre confrère L'Informé, des anciens managers de la filiale EBP appartenant à Cegid sont soupçonnés par leur ancien employeur d'avoir dérobé 110 000 fichiers au profit de la société My Unisoft. Cette dernière, créée en 2018, se positionne également sur le créneau des solutions pour les cabinets d'experts-comptables, une cible historique de l'éditeur français, propriété depuis 2016 du fonds d'investissement américain Silver Lake et du britannique Altaone.

VANS AMÉNAGÉS

Un nouveau venu 100% électrique pourrait ringardiser les VW California et Mercedes Marco Polo

Le grand monospace coréen Hyundai Staria, décliné sous la forme d'un concept de van aménagé très réaliste est présenté en Allemagne lors du plus grand salon mondial dédié aux loisirs. Typé haut de gamme et animé par une motorisation 100% électrique il se paie même le luxe de devancer les ténors historiques de la catégorie que sont les Volkswagen California et Mercedes-Benz Marco Polo.

L'imposant monospace (5,25 de long) Hyundai Staria, une voiture familiale comme il n'en existe plus, fut lancé sur ses terres natales de Corée au printemps 2021 puis dans le reste du monde dans les mois qui suivirent. Mais il n'investit le marché français qu'à l'été 2024, afin de lui laisser le temps d'adopter une motorisation hybride essence de 225 ch, capable de lui éviter les foudres du malus. En effet sur les autres marchés, le Hyundai Staria roule avec un moteur V6 essence 3,5 litres de 268 ch ou un quatre cylindres 2.2 diesel de 174 ch. La nouveauté attendue dans la gamme Staria européenne début 2026, c'est une version branchée qui en fera la plus grosse Hyundai électrique à ce jour. Une base de travail dans l'air du temps que la marque a choisi pour développer un van aménagé. Après les navettes lounges haut de gamme, les fourgons utilitaires ou encore le monospace des familles nombreuses, le Hyundai Staria ajoutera une corde à son arc témoignant de sa grande polyvalence d'usage.

Hyundai Staria Camper Lounge, un concept très réaliste

Baptisé Hyundai Staria Lounge Camper, ce prototype très abouti est exposé en ce moment à Stuttgart lors de la CMT (Caravan, Motor und Touristik), qui n'est autre que le plus grand salon au monde dédié au tourisme et aux loisirs. Un lieu qui n'a rien d'anodin. Il s'agit donc d'un van aménagé plutôt typé haut de gamme, doté d'une motorisation 100% électrique. La marque Coréenne jette ainsi un pavé dans la mare des Volkswagen California et autre Mercedes-Benz Marco Polo qui jouent à domicile.

Sachant que les deux références allemandes ne proposent pas encore à ce jour de versions branchées.

Chez Volkswagen un California basée sur l'ID.Buzz est en gestation, mais le projet ne se concrétisera pas avant 2030, la base technique en 400V est trop contraignante à l'usage tandis que le poids de l'engin dé-



passant les 3,5 tonnes sera lui aussi restrictif. Chez Mercedes qui a bien dans ses

cartons le VLE avec la technologie 800 V et annonçant déjà 500 km d'autonomie,

les choses avancent plus vite. En tout cas, Hyundai joue déjà carte sur table et annonce la couleur.

Enfin un van aménagé électrique adapté à l'itinérance ?

Pour l'instant, la seule électrification proposée sur par les vans aménagés reposent sur la technologie hybride rechargeable. Les Volkswagen California et Ford Nugget partageant la même base technique en témoignent. Hyundai souhaite pousser cette démarche vertueuse encore plus loin en franchissant le cap du 100% électrique. Le constructeur du pays du matin calme mettant toutes les chances de son côté avec la technologie 800 V, gage d'une charge rapide avec de 10 à 80% de la batterie rempli en 20 minutes. Un gros accumulateur de 84 kWh permettant une autonomie de 400 km sur le Staria standard, comptez moins sur la version aménagée forcément plus lourde. Néanmoins cela laisse de quoi voir venir et permettre de voyager loin en procédant par étapes tout en s'éloignant temporairement du réseau pour des escapades. En outre, une fois installé au campement, la technologie V2L utile pour alimenter des équipements adaptés aux loisirs de plein air. A bord, l'agencement est somme toute conventionnel avec un bloc cuisine sur le flanc gauche, un toit relevable sur le pavillon doté de panneaux solaires de 520 W capable de produire jusqu'à 2,6 kWh d'électricité par jour, un store latéral ainsi qu'une douche extérieure dont la robinetterie est implantée tout à l'arrière du véhicule. La modularité repose sur une banquette transformable en lit et sur une table intérieure rabattable. Véhicule moderne et connecté, le Hyundai Staria Lounge Camper dispose d'un écran tactile dédié pilotant différentes fonctions de bord dont les vitres bénéficiant d'une transparence variable électroniquement à l'instar de certains toits en verre. Un dispositif qui n'empêche pas la présence de rideaux traditionnels latéraux et au niveau du hayon.

CONSTRUCTEURS CHINOIS

Œil pour œil, la nouvelle réponse de l'Europe ?

Pendant quatre décennies, les constructeurs chinois ont fait du transfert de technologies leur moteur principal de croissance dans l'automobile. En se servant notamment des connaissances des constructeurs européens grâce aux co-entreprises rendues obligatoires pour toute marque étrangère en Chine. Désormais, l'Europe, qui travaille toujours sur son paquet "préférence européenne", pourrait répliquer : forcer certaines marques chinoises à faire des co-entreprises en Europe, et sans être majoritaire. L'exemple de la Chine ne sera probablement jamais reproduit sur notre bonne vieille planète pour de multiples raisons. D'abord parce qu'aucun autre pays n'a accès à de telles quantités de charbon et de métaux pour se développer à une telle vitesse. Imaginez qu'en 1985, la Chine produisait à peine plus de 5000 voitures par an,

dans un pays à un milliard d'habitants. Aujourd'hui, le marché chinois représente plus de 20 millions de ventes par an. Quarante ans durant lesquels la Chine a exploité ses matières premières sans trop se poser de questions, faisant décoller la croissance économique du pays. Mais si l'industrie automobile a tant progressé, c'est aussi parce que la Chine a rapidement imposé ses règles aux marques européennes : en 1979, la Chine vote une loi pour cadrer un peu plus les importations massives de voitures, alors que l'Empire du Milieu était incapable d'en produire. Malgré des frais de douanes stratosphériques à l'époque, la majeure partie des voitures vendues en Chine étaient importées. Pour contre-carrer ce phénomène, la Chine instaure la loi des co-entreprises : tout industriel qui s'implante

en Chine devra s'associer avec une marque chinoise. Avec transfert de technologies. Certains diront qu'ils nous ont bien eus. Et dans l'automobile, les occidentaux qui furent alors engagés dans des co-entreprises avec un fabricant chinois n'étaient pas majoritaires.

L'Europe pourrait répondre œil pour œil avec la Chine

« Pendant des années, la Chine exigeait que toutes les améliorations futures de la technologie appartiennent aussi à l'entreprise chinoise membre du joint-venture », confiait récemment David Boitout, avocat en Chine pour le cabinet Gide Loyrette Nouel, à nos confrères de l'Usine Nouvelle. Cela en dit long sur les expertises et technologies qui ont pu être perdues ou simplement diluées des années durant en Chine. Et aujourd'hui, les

constructeurs chinois sont en mesure de rivaliser de la plus petite des citadines à la plus performante des berlines électriques. Pour tenter de rééquilibrer les débats, Bruxelles planche donc sur un volet spécial du paquet automobile que nous avons déjà découvert en partie courant décembre. Il s'agit notamment de la préférence européenne et nationale, qui devait normalement faire l'objet d'une officialisation fin janvier. Mais là encore, les instances européennes ne sont pas totalement prêtes sur ce dossier crucial qui serait finalement reporté à fin février. L'idée serait d'imposer aux industriels automobiles chinois aux projets à plus de 100 millions d'euros de s'associer obligatoirement avec une marque européenne. 51 % pour cette dernière, et 49 % pour le chinois. Le transfert de technologie, qui a tant servi aux

constructeurs chinois depuis les années 80, feraient également partie du deal.

L'exigence de la France accordée ?

Et si la présentation du plan européen sur les préférences locales prend du temps, c'est parce que tous les Etats membres ne sont pas d'accord. La France, notamment, exige ne préférence européenne avec un véhicule électrique composé à minima de 75 % de composants européens. Le ministère des Transports affirmait, il y a deux jours, être confiant sur le fait que cette mesure soit adoptée dans le texte final de l'UE. Rappelons que le vice-président européen à l'industrie pointait du doigt récemment les taux élevés d'ouvriers chinois dans certaines nouvelles usines de fabricants originaires de Chine qui s'implantent en Europe.

Mots fléchés

Jeune poule				Contrat de travail en France (initiales)		Première page		Adiposités		Partie d'un pain		Département français	
Dieu des mers		Postérieur										Dessus du panier	
								Tiret		Faisceau lumineux Plusieurs Leu			
Vole sans agiter les ailes		Apostiller		Canard nordique		Reproducteurs Vil							
					Fleuve italien		Mouette						
Contre les interférences Acide ribonucléique													Réputation
			Verso Situations				Cité légendaire Ourlets			Poète		Durillon	
Coupole					Nouveaux soldats	Retirer Relatif au vent					Cobalt Île française		
Exhumer								Boisson visqueuse Erbium					
Fée dans la mythologie indienne	Pour unir Ordre d'oiseaux			Dieu des vents					Commune picarde Sur une plaque de nos voisins (initiales)				
				Différentes institutions d'une religion Assassinats							Voies citadines	Coiffure militaire	
Araire		Publie						Voile intégral Première personne du singulier					
							Abri douillet		Lever le cul Lustrées				
Lettre grecque		Possessif Atome								Mèche rebelle Schutz-staffel			
			Mètre-seconde			Annonce la spécialité		Posa Reptiles sauriens					
Fibre textile					Décrets Département français						Singes	Astate	
Picrate			Sauvez nos âmes (initiales) Ivre			Envoyé du gouvernement (initiales)				Arrose St Omer Fin d'infinifitif			Prénom féminin
Accusé		Choisis		Crochet de boucher		Lorgnette							
							Purifié Beau perroquet					Démonstratif	
Hâlès	Sable mouvant Ruthénium					Imbécile Poste de commandement				Chaine info française (initiales) Sélénium			
					Écrasées								
Usagée					Occasion				Villa italienne				

CONCOURS DE RECRUTEMENT D'ENSEIGNANTS

Enregistrement d'un million et 65 000 candidats

Le ministre de l'Éducation nationale, Mohamed Seghir Saâdaoui, a révélé, hier à Alger, l'enregistrement d'un million et 65 000 candidats en lice pour 40 500 postes ouverts dans le cadre du concours de recrutement des enseignants. S'exprimant en marge d'une journée de formation au profit des journalistes spécialisés dans les questions éducatives, organisée par le ministère de la Communication en partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale, M. Saâdaoui a précisé que « un million et 65 000 candidats ont été enregistrés pour concourir à 40 500 postes ». Il a souligné que l'opération de recrutement repose sur un système numérique intégré garantissant la transparence et l'égalité des chances, en permettant aux candidats de suivre leurs dossiers et de corriger d'éventuelles insuffisances dans les délais impartis.

ORAN

Des efforts pour promouvoir la formule "hébergement chez l'habitant" afin d'élargir l'offre touristique

Par Agence

Les services concernés de la wilaya d'Oran œuvrent, dans le cadre des efforts visant à promouvoir la destination touristique de la capitale de l'ouest du pays et à renforcer son attractivité, à la promotion de la formule "hébergement chez l'habitant" en tant qu'option légale et organisée pour élargir l'offre touristique et répondre à la demande croissante en matière d'hébergement.

La directrice par intérim du tourisme et de l'artisanat de la wilaya, Hamida Fatma, a indiqué à l'APS, en marge de la première édition du Salon international des équipements hôteliers, de la restauration et des services (Hostex Expo), dont les travaux ont pris fin samedi au Centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran, que cette formule, instituée par une circulaire ministérielle conjointe en 2012 entre les secteurs du tourisme, de l'intérieur et des finances, vise à permettre aux citoyens d'accueillir des touristes dans leurs logements, dans un cadre juridique organisé garantissant la qualité et la sécurité.

La même responsable a ajouté que l'objectif principal de cette initiative est d'augmenter le nombre de lits touristiques, notamment durant les périodes de haute saison, d'organiser le flux des touristes en dehors des hôtels et d'intégrer l'activité de l'hébergement à domicile dans le cycle économique.

Concernant les procédures, elle a souligné que le parcours d'obtention de l'agrément est "simple et clair" et s'effectue à travers une cellule regroupant plusieurs services publics, à l'instar des communes, de la direction du tourisme, des services de la protection civile et de la direction de la santé, entre autres.

"Il suffit au citoyen souhaitant exercer cette activité de déposer un dossier au niveau de la commune de rattachement du logement concerné", a-t-elle souligné.

La circulaire ministérielle de 2012 a fixé un ensemble de conditions liées à la sécurité, à l'hygiène et à la qualité de l'hébergement. La commune délivre, à cet effet, une autorisation officielle permettant au propriétaire du logement d'exercer légalement cette activité, dès lors qu'il satisfait aux exigences minimales requises.

De son côté, Mme Derradj El Alia, membre du bureau national de l'Association nationale des commerçants et artisans, a mis en avant les actions de sensibilisation menées depuis plusieurs années par l'association sur l'importance de l'obtention d'une autorisation pour exercer cette activité.

Elle a salué, à ce titre, les efforts déployés par le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, ainsi que par la direction du secteur dans la wilaya d'Oran pour encadrer cette activité, à travers des facilitations administratives et une coordination entre les différents services concernés. Les acteurs du secteur s'accordent à considérer que la formule de l'hébergement chez l'habitant constitue un véritable levier pour le soutien du tourisme local et la dynamisation de l'économie, si elle venait à être généralisée et davantage promue, notamment dans les zones côtières et touristiques.

Il convient de rappeler que la première édition du Salon international des équipements hôteliers, de la restauration et des services "Hostex", organisée par la société "Mod Event" sous le patronage du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, a enregistré la participation d'environ 50 exposants. Elle a permis de présenter les dernières innovations dans le domaine de l'industrie hôtelière et de la restauration, notamment en matière d'équipements, de services, de technologies et de solutions numériques, tout en valorisant l'expertise algérienne dans ce domaine.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 25 janvier 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



DIFFUSION PAR "FRANCE 2" DE CONTRE-VÉRITÉS OFFENSANTES ET PROVOCATRICES

Le Chargé d'affaires de l'ambassade de France à Alger convoqué au MAE

Par APS

Le Chargé d'affaires de l'ambassade de France à Alger a été reçu, ce samedi, au siège du ministère des Affaires étrangères (MAE), consécutivement à la diffusion par la chaîne publique "France 2" de ce qui est abusivement présenté comme un documentaire, mais qui n'est en réalité qu'un tissu de contre-vérités profondément offensantes et inutilement provocatrices", indique un communiqué du ministère.

La convocation du diplomate français est intervenue consécutivement à la diffusion par la chaîne publique "France 2" de ce qui est abusivement présenté comme un documentaire, mais qui n'est en réalité qu'un tissu de contre-vérités profondément offensantes et inutilement provocatrices", précise la même source. Il a été fait observer au diplomate français l'extrême gravité de ce qui suit : Premièrement : La responsabilité d'une chaîne de service public français dans cette véritable agression contre l'Etat algérien, ses institutions et ses symboles. Une agression que cette chaîne publique ne se serait jamais autorisée sans la complicité ou à tout le moins l'assentiment de sa tutelle publique.

Deuxièmement : Contrairement à toutes les pratiques et coutumes diplomatiques, la contribution de l'am-

bassade de France à Alger et celle de l'ambassadeur personnellement à l'animation de cette campagne outragante menée par cette chaîne publique renforce le sentiment que celle-ci a bénéficié d'une onction de services officiels français.

Troisièmement : L'agissement de la chaîne française en cause représente une nouvelle étape dans l'escalade des menées anti-algériennes que des milieux officiels français entretiennent à des fins de maintien des relations algéro-françaises dans un état de crise permanent.

Quatrièmement : Le Gouvernement algérien condamne avec une extrême

vigueur l'émission en cause et la teneur inqualifiable des accusations et des offenses qu'elle véhicule à propos de l'Etat algérien et de ses institutions. De même, le Gouvernement algérien exprime sa très forte désapprobation de l'implication de l'ambassadeur de France à Alger dans la commission d'actes manifestement contraires à l'exercice de sa mission telle que codifiée par les lois et consacrée par les coutumes internationales. Enfin, il a été notifié au diplomate français que le Gouvernement algérien se réserve le droit de donner toutes les suites qu'appelle la gravité de tels agissements.

Publicité

2ème Colloque

sur la responsabilité sociétale des entreprises en Algérie

Responsabilité sociétale des entreprises et des organisations, un vecteur du développement durable et d'un management responsable

Principaux thèmes:

Gouvernance

Droits humains

Conditions et relations de travail

Respect environnement

Loyauté des pratiques

Protection du consommateur

Développement et impact local

Economie circulaire

Développement industriel

Agriculture

environnement

Sécurité alimentaire et hydrique

Transition énergétique

Anti-corruption & Finance Responsable

28 & 29

janvier 2026

Condoléances

M. M.C. Belmihoub présente ses condoléances à M. Madjid Attar et à sa famille, suite au décès de sa sœur.

